





jusqu'à présent, lui a fait défaut cette fois et une forte minorité s'est prononcée pour M. Buffet, le ministre des finances de l'empire dans le cabinet Emile Ollivier, qui avait donné sa démission lors du plébiscite. Notre télégramme prétend que M. Grévy persisterait dans sa résolution de ne plus occuper le fauteuil présidentiel. Il est vrai que s'il a eu 118 voix de plus que son concurrent au scrutin d'hier, non-seulement il n'a pas réuni la presque unanimité d'autrefois, mais encore les 349 suffrages qui lui ont été acquis représentent à peine la moitié des membres de l'Assemblée; il y a eu, par conséquent, environ 150 abstentions qu'il faudra probablement mettre sur le compte du centre droit, — la gauche et le centre gauche ayant voté pour M. Grévy, la droite pour M. Buffet.

Certes, s'il y eut jamais en France une position qui semblait bien assise et en quelque sorte inaliénable, c'était celle de M. Grévy. Que s'est-il donc passé depuis mardi dernier? Nous ne le savons guère; nous ignorons sur quoi portait le discours de M. Levozy, de quelle nature avait été l'interruption de M. de Grammont, pourquoi M. Grévy a prononcé un rappel à l'ordre, et enfin ce qui a décidé une partie de l'Assemblée à prendre parti contre lui. A la veille des vacances on ne s'attendait pas à voir l'Assemblée livrée à de pareilles perplexités et faire ainsi le jeu de ceux qui cherchent à stériliser son action pour le temps qui lui reste encore à séjurer. Mais il ne nous appartient pas de juger une cause dont les détails nous sont inconnus. Attendons des renseignements plus complets.

La dissolution de la Compagnie des Indes, dont il avait été déjà question à l'époque de la révolution des cipayes, revient, à ce qu'il paraît, à l'ordre du jour en Angleterre. Du moins, c'est ce que l'on peut conclure des informations de la *Pall Mall Gazette*, qui annonce qu'un projet de loi vient d'être imprimé sous la signature de MM. Grant-Duff et Ayrton, et qu'il demande le rachat ou la commutation du dividende sur le capital de la Compagnie des Indes-Orientales et le transfert des fonds de garantie de la Compagnie des Indes au secrétaire d'Etat en conseil de l'Inde, — ce qui équivaut bien à la dissolution de la fameuse Compagnie. Aux termes de ce projet, le dividende devrait cesser le 30 avril 1874. Le secrétaire d'Etat recevrait les pouvoirs nécessaires pour proposer les conditions de la commutation aux propriétaires du capital social de la Compagnie, et ceux d'entre eux qui ne l'accepteraient pas recevraient, le 30 avril 1874, la somme de 200 livres sterling pour chaque 100 livres du fonds-capital. Le projet renferme un certain nombre de dispositions relatives au mode d'après lequel se feront les changements et l'une des prescriptions porte que les pouvoirs de la Compagnie expireront le 1<sup>er</sup> juin 1874 et qu'à cette date elle sera complètement dissoute.

Un second bill, préparé par les deux mêmes députés, propose de conférer le pouvoir au secrétaire d'Etat en conseil de l'Inde, sur le crédit des revenus de l'Inde, une somme d'argent n'excédant pas 8 millions de livres sterling. Les bons et obligations privilégiées dont l'émission se fera sous l'autorité de cette loi porteront la signature de deux membres du conseil et seraient contre-signés par le secrétaire d'Etat. Toute contrefaçon de ces obligations serait punie de la peine décernée contre la contrefaçon des bons de l'Inde, et tout le capital levé sous l'autorité de la même loi serait réputé capital de l'Inde orientale.

Le rapport de la commission sur le projet de loi relatif aux ordres religieux de Rome est terminé. S'il faut en croire l'*Opinion*, il propose plusieurs modifications, dont voici les principales : la rente des maisons où résident des généraux après déduction des charges spirituelles, serait destinée au Saint-Siège pour servir au maintien de ses relations avec les ordres existant à l'étranger. Les généraux en auraient cependant la jouissance, ainsi

que de la partie du couvent qu'ils occupent. Les instituteurs étrangers continueraient à être gérés par les administrateurs actuels, mais ils devraient convertir dans le cours de deux ans leurs immeubles en rente italienne ou étrangère. Dans ces deux cas, ils devraient aussi constituer en nouvelles fondations, ayant le même but, mais conformes aux lois italiennes.

La question d'une réforme de la Chambre des Seigneurs de Prusse, si vivement réclamée par toute la presse libérale à l'époque du conflit provoqué par l'attitude de cette assemblée lors des débats sur la nouvelle organisation des cercles, — conflit qui pourrait bien renaître si les pairs suscitaient de nouvelles difficultés à l'établissement définitif des lois électorales, auquel le gouvernement, appuyé par l'immense majorité de la Chambre des Députés, ainsi que de la nation, attache une si haute importance, — cette question, disons-nous, existe toujours à l'état latent, et elle vient de former l'objet d'une étude de M. le professeur de Treitschke, insérée dans la livraison de mars des *Preussische Jahrbücher*. Nous empruntons à *Hamburger Correspondent* l'analyse suivante de cette intéressante étude :

La Prusse, dit M. de Treitschke, — ne peut point abandonner l'espoir que sa haute noblesse ne se tiendra pas à jamais à l'écart de la vie politique de la nation. Notre pays, qui est un pays des classes moyennes, réclame à toute main la participation à la vie politique de la nation. Mais à côté de ces deux groupes, notre Chambre des Seigneurs réclame un renfort périodique de nouveaux éléments, car si cette assemblée doit représenter véritablement les classes dominantes de la Prusse, il faut qu'une partie de ses membres soit présente au roi par les grandes corporations autonomes.

En effet, si chacune des onze diètes provinciales proposait à la couronne de huit à dix membres tous les six ans, on ferait droit à la même temps à l'autorité, justifiée d'ailleurs, que le particularisme réclame en Allemagne, et on imposerait silence aux clameurs insensées des fédéralistes contre la centralisation de l'Etat unitaire.

Cette proposition part naturellement du point de vue d'une réorganisation des institutions provinciales, ainsi que de l'extension de la compétence et d'une composition plus équitable des Etats provinciaux. Si les nouvelles diètes provinciales viennent à être constituées suivant des principes aussi judicieux que les nouvelles assemblées de cercle, la clause du cens perd toute importance quant à l'éligibilité et la seule condition requise des candidats à présenter au roi serait celle du séjour dans la province pendant un nombre d'années déterminé. Et certes on peut attendre avec confiance d'une diète provinciale prussienne que, invitée à envoyer huit hommes de son choix dans le conseil suprême de la couronne, elle ne proposera à cet effet que des hommes jouant un grand rôle dans la vie de la province. Puisse donc l'administration prussienne, en invitant les candidats provinciaux à présenter des candidats appartenant à des professions diverses, à la majorité — à la grande propriété foncière, qui doit occuper par droit une position éminente dans les diètes provinciales; tous — aux hautes classes de la société, vu que des membres de la Chambre des Seigneurs ne peuvent naturellement pas recevoir d'indemnités.

Selon la situation sociale des provinces, les candidats sortiraient en nombre plus ou moins considérable, soit de la grande propriété, soit de la grande industrie, etc., car on ne s'expliquerait point, par exemple, que la diète rhénane ou celle de Westphalie ne proposât aucun grand industriel pour la représenter à la Chambre haute. Si, contrairement à toute probabilité, cette diète provinciale subsistait complètement l'ascendant d'une seule classe sociale, la couronne aurait toujours le droit de réuser certains candidats proposés.

Il ne serait guère possible d'imaginer un meilleur moyen que celui qui vient d'être exposé, pour choisir ce que la province possède d'hommes considérés et ayant du poids, — c'est ce que démontre d'ailleurs l'exemple de la Hollande, et, ce qui est certain, ce moyen

est bien plus sûr que celui de la nomination directe par la couronne.

La petite noblesse jouirait d'une quadruple représentation dans un Parlement ainsi constitué. Selon l'ancienne et légitime tradition prussienne, elle aura toujours un grand nombre de représentants; elle compte dans ses rangs supérieurs; elle compte dans ses rangs supérieurs pairs héréditaires; il se trouvera évidemment, parmi les candidats, un grand nombre de gentilshommes campagnards; enfin, la petite noblesse a toujours droit à un certain nombre de mandats à la Chambre des Députés. Si à ces prérogatives on ajoute encore celle que, dans la nouvelle organisation des cercles, la grande propriété possède à elle seule autant de suffrages que tous les petits propriétaires réunis, n'est-ce pas là une position suffisante pour une classe qui, grâce au droit héréditaire de tous les fils aux titres de noblesse du père, et grâce au morcellement de la propriété, a perdu toute possibilité de rivaliser jamais avec la noblesse britannique? La mise à l'écart des représentants de la propriété ancienne et consolidée doit valoir à la puissance réelle de la petite noblesse de province tout autant d'avantages que l'abolition des voix personnelles (*Virilstimmen*) des seigneurs domaniaux dans les assemblées de cercle. Et tout comme les nouvelles assemblées de cercle seront plus puissantes que les anciennes, de même les propriétaires fonciers qui devront leur siège à la Chambre des Pairs à la confiance de leur province auront bien autrement de poids dans le pays, — et cela même aux yeux des pairs héréditaires, — que n'en ont aujourd'hui les représentants d'une peu nombreuse classe injustement privilégiée.

La grande propriété, de son côté, doit acquérir une influence politique plus grande, en compensation des lourdes charges que la réforme administrative impose à son travail comme à sa force contributive.

Le capital, lui non plus, n'aura pas à se plaindre d'un pareil système de deux Chambres. La grande industrie et le haut commerce prussien, toujours fortement représentés à la Chambre des Députés, à la Chambre des Seigneurs, par contre, ils sont appelés naturellement à occuper une place plus modeste, par la raison que les charges de l'administration autonome pèseront infiniment moins sur eux que sur la grande propriété.

En conséquence du droit de présentation des diètes provinciales, pour les candidats à soumettre au choix de la couronne, ce ne sera pas seulement la représentation de la propriété ancienne et consolidée et celle des familles primitives et contales qui devra cesser, mais aussi la représentation des villes comme telles. Tout au plus les grandes communes qui ne sont pas représentées aux diètes provinciales en proportion de leur importance, pourraient-elles revendiquer d'une représentation exceptionnelle, et cela par des motifs analogues à ceux que font valoir les plus considérables des grands propriétaires. Par contre, la Chambre des Seigneurs ainsi constituée n'aura pas de place à offrir aux universités.

Dans ces conditions, la Chambre des Pairs entrera certes plus rarement en conflit avec la Chambre des Députés que la Chambre des Seigneurs actuelle. Les pairs délégués par les diètes provinciales formeront un lien naturel entre les deux Chambres. Le renouvellement partiel qui aura lieu tous les six ans dans la Chambre haute, tout comme dans celle de la Chambre basse, tout comme dans celle de l'administration autonome des provinces.

Enfin, la couronne aussi reconquerra un droit garanti par la Constitution et aujourd'hui en désuétude : celui de dissoudre les diètes provinciales à procéder à de nouvelles présentations de candidats, apaiser des conflits éventuels entre les deux organes législatifs, sans devoir recourir à la voie un peu brutale des fournées de pairs : et encore ne fera-t-elle que rarement usage de ce moyen plus doux.

#### DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Berlin, mercredi 2 avril.

PARLEMENT DE L'EMPIRE. — AU COURS de la discussion sur la motion Lasker, demandant l'extension de la compétence de l'empire sur tout le domaine du droit civil, du droit pénal et de la procédure, M. Delbrück, président de la chancellerie de l'empire, a déclaré que l'acceptation de cette motion par le conseil fédéral, à une très grande majorité, est imminente, et que l'on se propose d'instituer une commission chargée d'élaborer un projet de code civil commun pour toute l'Allemagne.

Autre dépêche.

Versailles, mercredi 2 avril, au soir.

ASSEMBLEE NATIONALE. — M. Vitet lit

une lettre par laquelle M. Grévy donne sa démission de président de l'Assemblée.

La Chambre décide d'élire un nouveau président séance tenante, et M. Grévy est réélu par 349 voix, contre 231 données à M. Buffet.

On croit cependant que M. Grévy maintiendra sa démission irrévocablement.

Autre dépêche.

Rome, mercredi 2 avril, au soir.

On assure que le pape est atteint d'une légère indisposition.

Autre dépêche.

Copenhague, mercredi 2 avril, au soir.

L'adresse du Landsting (première Chambre) au roi a été votée aujourd'hui à la majorité de 44 voix contre 8. Douze membres étaient absents et un autre s'est abstenu de voter.

#### Voilà la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Nous faisons allusion hier à ce que les négociations pour l'apaisement du conflit entre les imprimeurs et les ouvriers typographes allemands menaient de ne pas aboutir à un résultat favorable. Voici ce qu'on mande de Leipzig à ce sujet, sous la date du 31 mars :

D'après une communication du président de la coalition des ouvriers au comité de l'association des patrons, les chefs de section de cette coalition ont résolu, à la suite des décisions prises à Weimar par l'assemblée générale des imprimeurs : que la grève de Leipzig ne cessera que quand une assemblée de délégués des ouvriers et des patrons aura sanctionné le tarif normal accepté par l'Assemblée de Weimar.

Or, comme cette dernière assemblée avait posé pour conditions, du côté des patrons : la mise en vigueur immédiate du nouveau tarif à Leipzig, avec bonification de 15 0/0 en faveur des compositeurs, — et du côté des ouvriers : la cessation également immédiate de la grève, — il s'ensuit que les négociations doivent être considérées comme ayant échoué, du moins pour le moment.

De nouvelles résolutions de l'association des imprimeurs, à la suite de ce refus du comité des ouvriers, sont imminentes.

Il faut observer, en faveur des patrons de Leipzig, qu'ils avaient effectivement introduit le nouveau tarif (sans que les ouvriers reprissent le travail), et, en faveur du comité ouvrier de Leipzig, qu'il ne peut prendre aucune décision valable, — d'après les statuts de la coalition des typographes, — sans l'approbation des chefs de section dans les différents pays de l'Allemagne.

On voit que la question est assez compliquée et qu'il faudra beaucoup de bonne volonté des deux côtés pour arriver à un apaisement définitif et durable du conflit.

La Hambourg-Borsenhalte trouve étrange que l'escadre allemande d'évolutions, sous les ordres du capitaine Werner, doive revenir inopinément dans les eaux de l'Allemagne, tandis que, d'après le projet primitif, elle devait faire un voyage de circumnavigation et aller montrer le pavillon allemand dans les eaux de l'Amérique et de l'extrême Orient.

Cette feuille n'est pas rassurée non plus par les communications officielles contradictoires qui, tantôt envoient l'escadre croiser sur les côtes d'Espagne, tantôt annoncent son prochain retour à Wilhelmshaven, sous le prétexte que la quille du *Friedrich-Karl* aurait déjà besoin d'un nettoyage complet. Le *Friedrich-Karl* n'ayant pas, dit-on, justifié complètement les qualités nautiques qu'on lui supposait, la *Borsenhalte* est d'avis que c'est probablement dans cette considération qu'il faut chercher la cause du retour inopiné de l'escadre, et elle exprime le désir que le chef de l'amirauté donne des explications à ce sujet au Parlement de l'empire lorsqu'il s'agira de remanier le plan de fondation de la flotte allemande.

Un étudiant de Munich, M. Louis Bauer, vient de publier un grand ouvrage sur la participation des universités allemandes à la guerre de 1870-1871. L'auteur donne d'intéressants détails sur le rôle que les professeurs et étudiants ont joué tant sur les champs de bataille qu'au service de la Croix-Rouge, et compte de courtes nécrologies à 4 professeurs et à 248 étudiants qui ont trouvé la mort pendant cette terrible guerre. La plus éponyme de toutes les universités a été celle de Leipzig, dont 63 étudiants sont tombés à l'ennemi; viennent ensuite Berlin (30), Göttingue (23), Munich (21), Halle (19), Heidelberg et Jena

(13 chacune), Breslau (11), Bonn (9), Tubingue (8), Rostock (6), Greifswald, Kiel, Königsberg et Würzburg (5 chacune), Marbourg (4), Giessen (3), Fribourg et Munster (2 chacune), Erlangen (1).

Sur le total de 13,765 étudiants allemands immatriculés pendant le semestre d'été de 1870, le tiers, c'est-à-dire 4,510, ont pris part à la guerre, — 3,500 sous les drapeaux et les autres comme médecins ou infirmiers. Sur 1,505 professeurs des différentes universités, 15 ont combattu les armes à la main, 253 étaient rangés sous le drapeau de la Croix-Rouge et 120 ont concouru par leurs discours ou leurs écrits au succès de la cause de l'Allemagne.

L'ouvrage de M. Louis Bauer, qui forme un gros volume d'environ 500 pages, contient une foule de détails intéressants et peu connus jusqu'ici.

PRUSSE. — La *Kreuz-Zeitung* annonce qu'un certain nombre de pasteurs évangéliques de la province de Hanovre ont aussi adressé, à l'exemple de l'épiscopat catholique, une adresse au roi, demandant que les lois politico-religieuses ne soient point sanctionnées par Sa Majesté. Cette adresse serait revêtue de sept cents signatures.

La *National-Zeitung* a fêté, le 1<sup>er</sup> avril, le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de ce journal en instituant un fonds de 10,000 thalers au profit de tous les membres de la rédaction et de l'administration, ainsi que des correcteurs, compositeurs, imprimeurs, plieurs, etc., qui ont été pendant cinq années consécutives au service du journal et qui auraient besoin d'être assistés, — eux ou leurs familles. L'administration du fonds est confiée au premier bourgmestre de Berlin, assisté d'un conseil de curatelle.

ALSACE-LORRAINE. — La *Kölnische Zeitung* publie les données suivantes sur les résultats, autant qu'ils sont connus jusqu'ici, — des options des Alsaciens-Lorrains pour la nationalité française :

Chiffre des options : Lorraine 23,689; Basse-Alsace 89,160; Haute-Alsace 91,662. Total : 159,791.

Options annulées pour cause de non-transfert du domicile : Lorraine 6,900; Basse-Alsace 27,483; Haute-Alsace 75,260 (il reste encore à examiner 7,645 options de ressortissants de la Haute-Alsace).

En France, 378,777 personnes ont opté, mais l'examen des options n'est pas terminé non plus.

France.

La commission de réorganisation de l'armée a terminé le 29 mars l'examen du projet de loi rédigé par M. de Chasseloup-Laubat, et dont nous avons déjà donné un aperçu. Ce projet a été adopté en entier, et le 1<sup>er</sup> a été introduit, dans le courant de la discussion, que de très légères modifications.

Il ne reste plus à la commission qu'à examiner et discuter les tableaux qui doivent accompagner le projet de loi. Le *Journal des Débats* croit savoir que, grâce à certaines modifications introduites dans les cadres, ces tableaux établissent que l'on peut mettre sur pied, en cas de guerre, un plus grand nombre d'hommes que le projet du gouvernement ne permettrait de le faire, tout en maintenant le budget normal de la guerre de paix dans des limites infiniment moins étendues.

M. de Falloux a pris une résolution qui coupe court à ses débats avec l'*Union* et avec M. de Francien; un des prochains numéros du *Correspondant* publiera l'historique des dernières démarches relatives à la fusion, et notamment le récit de la fameuse réunion chez M. de Meaux et la reproduction aussi exacte que possible des paroles qu'y a prononcées M. de Falloux.

Le télégraphe avait parlé d'une violation du territoire français commise par les carlistes. Voici, sur cet incident, les renseignements de l'*Impartial des Landes* :

« Le maire de Biriato, village français situé sur la rive droite de la Bidassoa, avait à son service deux domestiques espagnols qui n'avaient pas voulu s'enrôler dans les bandes carlistes.

« Le 25 de ce mois, vers minuit, le maire et ses deux domestiques furent réveillés en sursaut par des coups de crosse de fusil frappés sur la porte et sur les volets de la maison qu'ils habitaient.

« Une voix du dehors se fit entendre demandant asile pour la nuit. Ne songeant pas à mal, l'un des domestiques descendit. A peine avait-il ouvert la porte, que plusieurs insurgés s'emparèrent du lui et crièrent leurs hautes notes sur la poitrine du maire, qui était accouru au bruit des armes; ils exigèrent que les deux domestiques leur fussent livrés, déclarant qu'ils

de Daria Pavlova en l'amenant vers le nouveau venu, tout en riant à perdre l'équilibre.

« Je suis en vérité très content de vous voir, baron, répondit la dame rondellette en lui tendant la main et en levant sur lui ses yeux noirs pleins de gaieté.

« Ohé, vous autres, dormez-vous là-haut, dit Thomas Bogdanovitch sans cesser de rire; il fit un signe de la main aux musiciens. Une valse, allons, musique, une valse! baron, distinguez-vous!

Felsen enlaga la taille de Daria Pavlova et l'entraîna rapidement par la salle.

Troukhatchew s'élança vers Lioubow Pétrovna.

« J'avais eu le temps de me rapprocher d'elle et je la regardais de tous mes yeux.

« Vous ne m'avez pas tombé? dit-elle en riant à Troukhatchew. Ces paroles moqueuses, ce sourire calme et indifférent ne m'apprirent rien; mais son visage était pâle et l'expression de ses yeux assombrés était devenue encore plus concentrée.

Le léger lieutenant l'entraîna, et lui fit faire en valant trois fois le tour de la salle, pour justifier de son habileté.

« N'abusez pas! dit-elle avec un nouvel éclat de rire en s'arrachant à lui et reprenant son ancienne place.

Felsen et sa danseuse étaient là.

« Baron, mon oncle a raison, — c'est une vraie surprise! dit Lioubow Pétrovna répondant à son profond salut en même temps qu'elle arrangeait des deux mains sa coiffure. — Quel coup de vent vous ramène ici? continua-t-elle en lui tendant la main sans se hâter.

« Un coup d'Etat manqué, madame, répliqua-t-il en serrant cette main avec un profond salut.

« Comme c'est aimable, soit dit en passant! dit-elle à Daria Pavlova avec un petit éclat de rire. — Si son coup d'Etat avait réussi, nous n'aurions sans doute jamais revu monsieur ici.

« Parfaitement juste, répondit le hussard du même ton, en s'adressant aussi à Daria Pavlova, — et c'est uniquement dans ce but que je l'avais essayé.

allaient les incorporer de force dans leurs rangs ou sinon qu'ils seraient fusillés.

« Le maire, seul et isolé du village, céda à la force et ses deux malheureux domestiques furent entraînés dans la montagne.

« Nous signalons avec plaisir à nos lecteurs, dit le *Journal des Débats*, un événement qui marquera dans les annales de la Faculté de Médecine de Paris, M<sup>me</sup> Brès (née Madeleine-Alexandrine Gebelin) a subi mardi dernier 25 mars « avec succès » — nous copions textuellement le certificat du secrétaire — son premier examen de doctorat en médecine.

M<sup>me</sup> Brès, mariée et mère de deux enfants, ne se livre pas à l'étude de la médecine par manière de passe-temps ou par vanité scientifique. Elle pratique tous les devoirs de sa profession. Pendant les deux sièges que Paris a supportés, elle n'a pas un instant quitté le chevet de nos blessés. La plume de distinctions honorifiques qui s'est abattue sur ses ambulances a passé à côté d'elle sans l'atteindre, sans doute parce que le dévouement, étant naturel à la femme, n'a besoin de rien qui le stimule ou qui le flatte. Mais M<sup>me</sup> Brès a reçu et conserve les témoignages écrits et antérieurs de l'estime que ses maîtres, MM. Broca, Sappey, Gavarret, Wurtz, ont conçue pour elle. Ce sont des titres précieux qui attestent le zèle et la dignité avec lesquels elle a pourvu depuis six ans sa carrière médicale, en toute de la sympathie et du respect de ses compagnons d'étude.

M. Alexandre Weill vient de lancer un de ses petits pamphlets où il parle de tout : cette fois, il prêche la *Ligue des hommes de talent*. Il estime que la France a tort de négliger ses hommes de talent et il venge la presse des sévérités qu'on affiche souvent pour elle :

« Depuis longtemps la majorité des hommes de valeur, en France, sont en dehors des assemblées scientifiques, académiques et législatives.

« Nulle part la presse n'est si peu estimée qu'en France. Et pourtant, à l'heure qu'il est, on ne trouvera pas dans toutes les presses européennes autant d'hommes de talent et même de devoir qu'en France.

« Presque tous les journaux étrangers se ressemblent par la médiocrité. Ils contiennent en général peu d'articles sérieux et des correspondances mieux renseignées que la presse française. Mais la France seule a des journaux. Le journaliste français d'ordinaire pêche par son ignorance des langues étrangères; mais la presse française seule compte parmi ses rédacteurs de vrais hommes de talent, des hommes de raison et d'ordre, capables de gouverner. Croirait-on que M. Thiers, eût-il toute l'Assemblée en sa faveur, aurait pu faire ce qu'il a fait, si la presse respectable et honnête de Paris lui eût fait de l'opposition?

« Cela n'empêche pas la presse de Paris d'être méprisée, non-seulement par la magistrature, mais par tous les parvenus de la fortune.

« N'importe! C'est du temps que les comédiens ont été vilipendés et enterrés comme des chiens que la scène a produit des Shakespeare et des Molière. Quand il n'y avait pas de droits d'auteur, l'Europe a eu des Racine, des Corneille, des Voltaire, et plus tard des Lessing et des Schiller. Depuis que la propriété littéraire existe avec des droits d'auteurs, combien compte-t-on de chefs-d'œuvre qu'un honnête père de famille puisse confier à son fils! Dieu ne méprise rien tant que l'argent. On n'a, du reste, qu'à regarder les hommes auxquels il le donne!

« Voici maintenant, ajoute le *Figaro*, quelle est la solution pratique du pamphlet de M. Weill. Il voudrait que les hommes de talent de la presse se réunissent, le cas échéant, pour trouver le successeur de M. Thiers, et qu'ils s'entendissent sur ce point avec les hommes de talent de tous les partis de l'Assemblée. Le candidat de M. Weill n'est autre que M. John Lemoine.

« On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« Ainsi que nous l'avons annoncé, l'instruction de l'affaire de la rue Sedaine se poursuit avec la plus grande activité. Les aveux de la plupart des inculpés et l'examen des papiers en leur possession établissent de la façon la plus positive le but politique et le caractère clandestin de cette association, en voie de formation depuis deux mois environ, sous la domination de comité électoral ouvrier. Dans les derniers temps, pour dépester les investigations de la police, les affiliés évitaient de tenir leurs séances dans le même local, et il paraît certain qu'une réunion au moins a eu lieu chez plusieurs de ceux qui sont actuellement entre les mains de la justice.

« Voici les noms de quatorze inculpés qui sont tous actuellement détenus à Mazas et sont

(Voir le supplément.)

— Et vous, Gerasime Ivanovitch, vous devriez descendre pour voir. C'est moi qui seconnerai Vassia!

Celui-ci se regarda d'un air mécontent. Son père saisit ce regard au passage.

— Je dormirai, dit-il d'une voix ferme et avec un sourire qui fit subitement rougir son fils.

Après dîner, on l'emmena se promener dans le jardin. Mais ce jour-là il semblait craindre de se faire voir, et il prit l'allée la plus écartée, où personne ne se promenait jamais. Nous revînmes bientôt à la maison. Gerasime Ivanovitch voulut qu'on apportât toute la toilette de Vassia et la mienne dans sa chambre et il fallut nous habiller devant lui. Quand tout fut terminé et que lavés, peignés, nous nous légèrement frisés par Savelli, nous nous présentâmes devant lui, revêtus de vestes neuves et de souliers vernis, il nous fit tourner et retourner pendant longtemps; il admirait son fils, et c'est avec une joie enfantine qu'il nous dit, je ne sais pourquoi en allemand : *Ganz brav! ganz brav!* Nous étions prêts bien avant l'heure et nous marchâmes longtemps de long en large sous le regard du malade subitement ranimé, tantôt nous approchant de la glace sous ses indications, pour mettre une épingle à un bout de cravate rebelle, tantôt singeant la manière dont nous saluerions les dames en les invitant : « pour une contrainte, s'il vous plaît. » Il riait beaucoup de nos espérances et ne faisait sans cesse de petits signes de tête, en répétant : « qu'il est drôle! » Vassia, à la grande joie de son père, plaisantait, et m'imitait les contes d'arabes en se tenant sur la pointe des pieds.

A huit heures et demie, enfin, les sons de la polonaise résonnèrent bruyamment à notre oreille, comme s'ils partaient de la pièce voisine. Le bal commençait.

— Allez, il en est temps, balbutia Gerasime Ivanovitch, en se renversant sur le dos de son fauteuil — la musique... que c'est bon! dit-il. Tout son visage s'était éclairé.

— Tu dormiras avec le bruit pour accompagnement? lui demanda Vassia un peu inquiet.

— Je n'en dormirai que mieux, répondit-il en fermant les yeux. — Je me sens... bien... allez...

Nous descendîmes.

La magnifique polonaise d'Oginsky résonnait de plus en plus fort, et semblait pénétrer jusqu'au fond de l'âme; il y avait un endroit sur tout, si révéral, et si entraînant à la fois qu'il me remuait profondément toutes les fois qu'il revenait : j'avais une vague envie de pleurer, ou de m'élaner sur le plus indolent des poils dans la steppe et de galoper jusqu'au complet épuisement de mes forces. Cette polonaise m'était bien connue, — ce n'était pas la première fois que je l'entendais à Bogdanovsk; le vieil Opitsky avait même raconté à Thomas Bogdanovitch, en ma présence, que le compositeur, las de la vie, s'était fait à cet endroit que j'aimais, et qu'il s'était logé une balle dans le cœur; depuis ce temps, avait-il dit, en mémoire d'Oginsky on accompagnait toujours l'exécution de ce morceau d'un coup de pistolet. Je racontai cela à Vassia le long du corridor qui menait à la salle de bal et j'ajoutai que Thomas Bogdanovitch s'était fort alarmé à ce propos et avait déclaré qu'en l'honneur de la mémoire de qui ce fut, il ne permettrait jamais qu'on tirât un coup de pistolet dans sa maison.

— Il n'est pas des plus braves, Thomas Bogdanovitch, dis-je en riant à Vassia.

Mais à mon grand étonnement, Vassia pâlit subitement à ce récit : il s'arrêta et tournant vers moi un regard étrangement troublé il me demanda :

— A ce même endroit... une balle dans le cœur? Et quand on eut fini de jouer on le trouva déjà mort?

— Oui, mais je ne crois pas à cette histoire. Le vieil Opitsky est un excellent vieillard, mais tu sais que sur le compte de ses héros polonais il a l'imagination fertile... C'est pour cela que papa le nomme *Monsieur de Crac...*

— Quelle mort! dit mon ami, au moment où nous étions la salle.

Celle-ci était resplendissante de lumières, —

si bien qu'un premier aspect on en avait mal aux yeux. Le chœur était occupé par l'orchestre nombreux du riche prince Ponsine, célèbre dans toute la province, et que Thomas Bogdanovitch avait fait venir pour la circonstance. Accompagnés par le frisson des jupes empestées et le cliquetis des éperons, les couples glissaient sur le parquet l'un après l'autre.

En avant, marchait le général Ryndine : il menait par la main la maîtresse du logis et lui souriait gaiement de dessous ses moustaches fortement cirées, tout en secouant ses grosses épaulettes. Anna Vassiliévna, toute petite, toute maigre, sautillant le plus drôlement du monde pour ne pas passer en arrière de son lord cavalier, qui l'entraînait à grands pas.

Thomas Bogdanovitch suivait immédiatement avec Daria Pavlova, qui était la dame la plus importante de la société à cause de la position de son mari, maréchal de la noblesse du district voisin; il portait ses inamovibles pantalons de nankin et le même frac bleu, mais il, arborait un gilet blanc, et une cravate pareille des plus solidement empestées, dont les longs bouts se relevaient en oreilles de lièvre; il agita ses petites jambes et portait son petit vent en avant avec un air si triomphant, qu'il semblait dire aux spectateurs : « mais oui, mais oui, mes amis, ce petit vent appartenait au propriétaire le plus heureux



mis, jusqu'à nouvel ordre, au secret le plus absolu. Ce sont les nommés :

« Styli Alexandre, vingt-quatre ans, employé au chemin de fer de Lyon, qui est signalé comme un des principaux membres de la société.

« Férol Hérin, vingt-quatre ans, employé au chemin de fer de Lyon, qui rédigeait le procès-verbal de la séance du 24 mars, au moment où le commissaire de police se présentait à la réunion.

« Saturnin Conté, quarante-six ans, ouvrier charbonnier.

« Alfred-Ludovic-Félix Jaullin, quarante-cinq ans, courtier en librairie.

« Pierre-Spire Labouiranne, cinquante-sept ans, mécanicien.

« Victor Bonnay, trente-neuf ans, monteur en bronze.

« Joseph Eysagier, trente-quatre ans, graveur sur bois.

« Jules André, quarante-deux ans, agent d'assurances, rue Saint-Sabin, 21, et marchand de vin, cité Beaumarchais, 5, l'un des membres les plus zélés de l'association.

« Arthur Montanelli, trente et un ans, homme de lettres et courtier d'assurances, signalé pour son active propagande socialiste.

« Diego Rivero, cinquante-cinq ans, interprète, originaire d'Espagne.

« Frédéric Garcia Ollas, trente-quatre ans, Espagnol, commis-voyageur, sur lequel ont été saisies des lettres de Garibaldi et de Figueras, mais ces documents sembleraient n'avoir aucune importance politique, contrairement aux allégations des chefs de l'association, qui présentaient Garcia comme le délégué du gouvernement espagnol.

« Victor-Alexandre Coindat, quarante-neuf ans, employé de commerce, rue Sedaine, 41, chez lequel se tenait la réunion du 24 mars.

« Marc-Amédée Gromier, trente-deux ans, homme de lettres, chez lequel ont été saisis de nombreux papiers qu'il avait lui-même mis sous enveloppes et étiquetés à l'avance. Il paraît que cet inculpé n'aurait pas assisté aux dernières réunions.

« Enfin, Prosper-Louis Jean, dit Albin, vingt-trois ans, se disant journaliste, qui a passé, avec Gromier et quelques autres, pour le premier instigateur de l'association poursuivie.

Le 8<sup>e</sup> conseil de guerre vient de prononcer par contumace une condamnation à la peine de mort contre Félix Pyat, accusé de complicité dans l'assassinat des otages.

Le rapport commence par quelques renseignements biographiques :

« Félix Pyat, dit-il, est né le 4 octobre 1810, à Vierzon (Cher) ; il a donc aujourd'hui 62 ans révolus. Ce vétéran de la démocratie appartient par ses origines au parti légitimiste ; son père, qui était avocat, professait, dit-on, des opinions très monarchiques à une époque où des semblables convictions ne laissaient pas que d'être assez rares. D'après le témoignage du sieur Berchon des Essarts, son condisciple, Félix Pyat fit ses classes au lycée de Bourges et remporta de brillants succès scolaires. A seize ans, c'est-à-dire vers 1826, le collégien devint étudiant et suivit les cours de la faculté de droit de Paris. Il arriva dans la capitale au moment où se préparait la révolution de 1830, et, malgré sa jeunesse, joua un certain rôle dans les agitations du moment. Il fréquenta les réunions publiques, y prit souvent la parole et se fit remarquer du premier coup par la véhémence de son langage et la hardiesse de ses opinions.

« Un an après, Pyat se fit recevoir avocat ; cette paisible et honorable carrière ne pouvait pas convenir à son caractère exalté et ambitieux, avide de lutte et de renommée. Il parut peu au prétoire et, malgré les instances de sa famille, ne tarda pas à quitter le barreau pour le journalisme, qui lui permit de préparer son avenir politique.

« Vers 1845 éclata, Félix Pyat recueillit le fruit de sa tumultueuse activité, et fut envoyé à l'Assemblée Constituante par le département du Cher. Dès ce moment, sa carrière dramatique peut être considérée comme finie, et son existence politique commence. Le nouveau représentant se jette à corps perdu dans les rangs du socialisme le plus avancé. Il est réélu en 1849, siège avec la Montagne, et prend une part considérable à tous les événements. Il se trouvait, le 13 juin 1849, dans le petit nombre des représentants qui accompagnaient Ledru-Rollin au Conservatoire des arts-et-métiers. Poursuivi et cerné, il réussit à s'enfuir, passa d'abord en Suisse et vint ensuite s'établir en Belgique.

« Depuis 1849 jusqu'en 1870, Félix Pyat a été frappé par toutes les juridictions, depuis la haute cour jusqu'au tribunal de police correctionnelle. Lorsque l'amnistie de 1870 vint frapper l'arrière, l'ancien représentant du peuple comptait à son passif 212,000 francs d'amende, une condamnation à la déportation, vingt-neuf ans et cinq mois de prison, cinq ans de surveillance et dix ans d'interdiction.

« L'accusation montre alors la part prise par Félix Pyat dans les journées des 31 octobre et 22 janvier. Membre de la Commune, Félix Pyat a voté le décret des otages, la démolition de la colonne et de la maison de M. Thiers. Il propose d'arrêter tous les parents des assassins de Versailles, de continuer par les femmes des sergents de ville, des gendarmes et des gardiens de la paix.

« Dans l'article : A bas la colonne ! il disait : « que la maison de l'assassin Thiers tombe à l'heure même où tombera cette colonne qu'il a célébrée et dépeçée par ses crimes. »

« Mieux que personne, Félix Pyat pouvait estimer à leur juste valeur les théories fausses et perdées, les utopies décevantes, les phrases vides et sonores, les grands mots renouvelés de 93, au moyen desquels il entraînait les masses et perdait tant de malheureux. Mieux que personne surtout il appréciait la valeur morale et la sincérité politique des étrangers, des républicains de justice, des déclassés et des ivrognes faibles qui constituaient ses amis les plus sérieux. Le sieur Berchon des Essarts, dont nous avons déjà cité le témoignage, a souvent rencontré Félix Pyat pendant l'insurrection ; dès le début de la Commune, il l'a vu triste et découragé, persuadé qu'il compromettait fatalement sa vie et sa mémoire, et néanmoins poursuivant son œuvre de destruction.

« A quoi donc attribuer cette violence et cet acharnement dans une lutte qu'il savait criminelle et qu'il voyait désespérée ? Un peu à l'ambition, mais surtout à une véritable monomanie révolutionnaire, parfaitement raisonnée, d'ailleurs, et qui n'a jamais fait négliger à Félix Pyat le soin de sa conservation personnelle.

Après la lecture du rapport et des pièces du dossier, la parole est donnée à M. le capitaine de Bellecour, commissaire du gouvernement, qui requiert l'application rigoureuse de la loi.

Après un court délibéré, le conseil rapporte un jugement qui condamne Félix Pyat à la peine de mort.

La Charbonnerie de 1873 est décidément, dit le *Figaro*, une formidable association. L'espace m'a manqué hier pour en expliquer la formation et les statuts. Aujourd'hui, un correspondant qui a assisté aux débats du tribunal correctionnel de Die m'envoie de curieux documents sur cette dangereuse Société.

Les sections se composent de vingt membres ; chaque section délègue un de ses mem-

bres pour former une vente supérieure, qui s'appelle vente centrale. Puis, par suite de délégations successives, on forme la vente district et enfin la vente suprême. En définitive, la Société comprend environ 100,000 membres.

La cérémonie de l'admission d'un charbonnier est un mélange étonnant de mysticisme païen et de fanatisme communiste.

L'apprenti est soumis à l'examen suivant par les frères assemblés :

D. As-tu voyagé, P. S. C. ?

R. Oui, P. S. C.

D. Quel voyage as-tu fait ?

R. Le voyage de la forêt.

D. Que signifie ce voyage ?

R. Il signifie que la forêt est un lieu parsemé d'épines et que le monde lui ressemblant, il faut éviter avec soin de ne point s'y piquer. Or, on le peut en suivant le sentier de la vertu.

D. Qu'entends-tu par le mot Vertu ?

R. Celle de Brutus qui suit sacrifier son fils.

D. Qu'as-tu remarqué dans la forêt ?

R. La baraque du charbonnier.

D. Comment est-elle faite ?

R. A deux pans.

D. Combien d'ouvertures ?

R. Deux à chaque pan, portes et fenêtres, les uns pour l'Orient, les autres pour l'Occident.

D. Pourquoi cela ?

R. L'Orient pour recevoir les voyageurs et pour les éclairer, l'Occident pour porte de sortie.

D. Qu'as-tu remarqué sur ses toits ?

R. L'échafaud.

D. Quelle est sa forme ?

R. Celle que nous employons dans nos écrits, c'est-à-dire le bien et le mal.

D. Comment distingue-t-on le bien du mal ?

R. Le bien est la porte d'en haut, le mal est celle d'en bas, pour indiquer que le bien doit être au-dessus du mal.

D. N'as-tu rien vu autour de la baraque ?

R. Un jardin.

D. Qu'y recueille-t-on ?

R. Du persil, de l'oseille et du cerfeuil.

D. Pourquoi ces trois plantes ?

R. Pour qu'elles fassent la soupe la plus cuite.

D. A quelle heure la soupe est-elle prête ?

R. A toute heure, pour que tous les P. S. C. puissent en avoir, soit pour se reconforter, soit pour se reposer.

D. N'as-tu pas fait d'autres voyages ?

R. Oui, P. S. C. ; celui de l'eau.

D. Que signifie ce voyage ?

R. Il signifie que, de même que j'ai été lavé en sortant du sein de ma mère, j'ai été purifié au contact des P. S. C.

D. Explique-toi mieux.

R. De même que l'eau purifie, j'ai été purifié par la puissance de ma volonté et par les conseils de mes P. S. C. qui m'ont révélé ma force et fait entrer dans la voie des hommes libres.

D. Quel usage vas-tu en faire ?

R. Je veux l'employer contre la tyrannie.

D. Es-tu assez éprouvé pour cela ?

R. Je suis prêt à tout.

D. Qu'apportes-tu aux P. S. C. ?

R. Pain, santé, prospérité et amitié.

D. N'apportes-tu rien autre ?

R. Un mot de passe.

D. Peux-tu le dire ?

R. Dites-moi la première parole et je vous dirai la seconde.

D. Rien de plus ?

R. Pour le moment mes voyages s'arrêtent là.

D. N'as-tu pas fait d'autres voyages ?

R. Oui, celui du feu.

D. Que signifie-t-il ?

R. Que le feu purifie encore plus que l'eau.

D. Ou as-tu été reçu P. S. C. ?

R. Dans une vente parfaite et régulière.

D. Tu apportes donc un mot de plus ?

R. Oui, P. S. C.

D. Peux-tu me le dire ?

R. Non, il faudrait m'arracher le cœur.

D. Quel est le plus haut degré d'un P. S. C. ?

R. C'est le mot sacré, 1, 2, 3.

D. Explique au moins nos couleurs.

R. Travail dans l'ombre, fraternité, espérance, charité, égalité, fraternité ou foi, espérance, charité, amour.

D. N'as-tu plus rien à ajouter ?

R. Plus rien.

D. Veux-tu me donner ta main et l'accoller ?

R. De bon cœur, P. S. C.

Après cet examen, le charbonnier est admis à prêter serment. Le serment est solennel et prononcé les yeux bandés. Le nouvel élu se trouve au milieu des membres de la vente, qui tiennent suspendus sur sa tête un poignard et des pistolets, et qui jurent de le mettre à mort s'il trahit les secrets.

Voici la formule du serment :

A. N. D. L. R. E. S. L. A. D. P. S.

« Au nom de la raison et des auspices du peuple souverain, nous jurons solennellement, nous, hommes libres, de nous considérer comme de véritables frères, et, à ce titre, de ne former qu'une seule et même famille. N. le... J.

« De nous donner assistance les uns les autres, sans distinction de langage, de mœurs, de croyances ou de pays ;

« De partager les mêmes périls et de viser au même but, qui est, en attendant mieux, l'émancipation de l'Europe.

« Nous jurons solennellement de nous armer contre la tyrannie, de la combattre au péril de notre fortune, de notre vie, de notre bonheur ; de ne lui donner ni trêve ni merci en aucun temps, en aucun lieu, et de la poursuivre partout et toujours sous quelque forme qu'elle se présente et de ne déposer les armes que lorsque le dernier tyran n'y sera plus.

Le grand maître est le premier dignitaire au-dessus du charbonnier ; puis viennent les chefs de forêt et le président de la vente suprême, qui est le directeur de la Charbonnerie.

Afin de se reconnaître en tous lieux, les affiliés ont des signes de ralliement ; lorsqu'ils se rencontrent, ils se serrent la main à deux reprises. Deux points accompagnent la signature du charbonnier, deux points répétés, celle des grands-maîtres.

la France et la Prusse ; dans ce cas, les membres de la Charbonnerie française doivent-ils obéir ?

« R. Oui (Mouvement d'indignation dans l'auditoire, mais ce cas se présente rarement à cause de nos sentiments confraternels.

« M. le président. — Ainsi donc la Charbonnerie attaque la patrie ; car, si au lieu de limiter votre patriotisme au salut de votre pays, vous l'étendez aux citoyens des autres nations, vous manquez à tous les devoirs que nous impose le salut de votre pays.

« A l'appui de ce que je dis, je vais donner connaissance d'une lettre infamante que vous écriviez Trévou le 2 août 1870, alors qu'il se trouvait en garnison à Rodéz.

« Mon B. C.

« J'ai lu ta lettre avec plaisir et satisfaction. Tu me dis d'espérer, cher ami, j'espère ; j'ai toujours la sublime espérance que m'accompagne. Je ne désespère jamais ! Je marche en avant, sans m'arrêter aux obstacles !... N'importe à quel prix, il faut que nous arrivions à nos fins. Je pense toujours à vous et surtout à toi, cher ami. Oh ! quel beau jour pour moi, le jour où je pourrai être parmi vous ! Le jour où, libre, je pourrai vous presser sur mon cœur.

« De l'union ! toujours de l'union, mais de la méfiance ! Palpons et sondons, avant de nous y aventurer, le sol brûlant et ingrat de la politique. Je fais tous mes efforts pour faire de l'union, et j'ai réussi à faire quelque chose. Tu as lu mes missives, dis-tu, je n'ai plus rien à te dire. L'aurore des jours meilleurs a-t-elle, dis-tu, que la liberté t'entende !

« Si tu savais, cher ami, avec quel enthousiasme j'ai lu les nouvelles que notre cher ami Lafaye m'a données, je me suis senti parmi vous, à Marseille, le cœur bondissant et une âme toute prête.

« Sitôt que j'ai reçu vos lettres, j'ai communiqué ces heureuses nouvelles à mes amis. Nous sommes sortis ensemble, nous étions une vingtaine, nous sommes allés souper ensemble, nous avons rempli nos verres et nous avons bu à l'indépendance des peuples, à Marat, à Robespierre, à nos frères les Prussiens !

« Après notre joyeux repas, je suis monté sur la table et là, d'une voix animée par le patriotisme, j'ai entonné l'Union (chanson incendiaire faite par Curet) ; tous allaient au refrain. On m'a demandé quel était ce chant. J'ai répondu que c'était le chant des montagnards, le cri de révolte des enfants courageux de l'antique Phœnix. On a applaudi à tout rompre. Comme un fait exprès, on a demandé quel était l'auteur de ce chant si beau, j'ai répondu que c'était un de mes chers amis et j'ai montré ta lettre. Nous nous sommes tous levés et nous avons bu à ta santé, à la santé du vieux soldat de l'indépendance. Notre chant de l'Union est répété dans toute la caserne, tous le savent ; et le soir les amis vont par groupe et le chantent dans tous les cafés : ils sont applaudis et l'on crie toujours bis !

« Cher ami, presque tout le régiment est de notre côté, je te l'assure !

« Les caporaux et bien des sergents aussi, mais les officiers (zut !). En Prusse on leur témoignera l'amitié que l'on a pour eux !

« Cher ami, je ne pars pas encore de Rodéz. Je faisais partie du premier détachement, mais on m'a rayé ; le premier détachement part mercredi prochain. Je partirai avec le second, je ne sais quand.

« Mais si la révolution marche à grand pas, j'espère bientôt vous revoir.

« Si l'ai partir... je partirai, mais je crois que je ne tuerai qu'un Prussien, mais bien des... hum ! hum !

« Le président. — Et je répète que cette lettre était datée du 2 août 1870. »

M. Imbert des Granges, procureur de la république de Die, a soutenu éloquemment l'accusation. Deux des prévenus avaient fait défaut. Les autres ont été condamnés : Curet et Robert, à cinq ans de prison ; Carrougeat et Baud, à trois ans ; Vergier et Trévou, à un an ; Armet, à trois mois ; Sebert et Boyer, à deux mois ; Delacour a été acquitté.

NECROLOGIE. — On annonce la mort de M. le général Soumain, ancien commandant de la place de Paris.

M. le général Soumain est décédé le 30 mars, après une assez longue agonie.

Dans une clause de son testament le général exprime le désir formel d'être enterré sans aucun honneur militaire.

Grande-Bretagne.

Le comité carliste de Londres envoie au *Pall-Mall-Gazette* la communication que voici :

« Une réunion des membres influents du comité carliste a eu lieu le 29, au n° 16 du Northumberland street Strand, dans le but de recevoir l'envoyé extraordinaire du roi, porteur de dépêches. Un grand nombre de gentlemen et de nobles étaient présents et le plus grand enthousiasme a cessé de régner pendant les délibérations. On a résolu une souscription immédiate de 1,250,000 fr., qui suffirait, avec les sommes recueillies dans les autres pays, pour rétablir le prince sur son trône. La plus grande partie de l'armée royale est déjà pourvue de carabines Remington et la somme souscrite est destinée à compléter les équipements de campagne. »

— On annonce, dans le monde musical, que M<sup>me</sup> Rossini, veuve du célèbre maestro, a cédé tous les ouvrages inédits laissés par son mari, au nombre de 135 manuscrits, à M. Albert Grant, ex-membre du Parlement et chef de la grande maison de banque Grant frères et C<sup>o</sup>, de Londres, qui s'est toujours occupé de protéger les arts et les artistes. Le prix d'acquisition est de 100,000 fr. ; l'intention de l'acquéreur serait de publier ces ouvrages à ses frais ; les bénéfices seraient partagés par ses soins entre l'Académie royale de musique et la Société des musiciens de Londres. Le monde artistique se montre très ému de cette intéressante nouvelle.

Le *Nautical Magazine* donne les renseignements suivants sur les ouragans qui ont dévasté l'Angleterre à différentes époques :

« En 944, un ouragan détruisit à Londres 1,500 maisons ; un autre, en 1091, jeta par terre 500 maisons et plusieurs églises. En 1382 et en 1389, de semblables calamités mirent en pièces, dans l'intérieur même des ports, un grand nombre de navires. En 1696, un ouragan, qui sévit sur la côte orientale de l'Angleterre, causa la perte de plus de 300 navires et de la plupart des équipages. Le 26 novembre 1703 sévit le grand ouragan (*great storm*) qui fit dans Londres plus de 2 millions de dégâts. On évalue à 8,000 le nombre de personnes qui périrent pendant cette tourmente. Huit navires de guerre et 1,800 hommes se perdirent en vue de terre. Dans le Kent seulement, 1,700 arbres furent arrachés. Le phare de Eddystone s'écroula. Quantité de bestiaux périrent. En 1794, 1800, 1814, 1824, 1832, 1838, des ouragans épouvantables visitèrent différentes parties de l'Angleterre en causant d'immenses dommages. En janvier 1839, un ouragan affreux s'abattit sur Liverpool. En octobre 1859, pendant la tempête qui causa la perte du *Royal-Charter*, 343 navires furent détruits. Le 11 janvier 1866, à Torbay, 61 navires se perdirent. En août 1868, un des plus terribles ouragans qui se soient vus sévir en Angleterre. Enfin, pendant le mois de décembre dernier, de violents ouragans ont jeté une grande consternation dans le Royaume-Uni. »

— Il a été consommé dans la Grande-Bretagne, pendant l'année 1870, 18,022,973 quintaux de viande, sur lesquels 67 0/0 provenant du pays lui-même, 20 0/0 de l'Irlande et 13 0/0 des pays étrangers. Calculée sur la population, la consommation moyenne de la viande par chaque personne dans la Grande-Bretagne a été de 78 livres, dont 52 livres de viande anglaise, 16 de viande irlandaise et 10 de viande étrangère.

Le prix moyen du bœuf sur pied s'est élevé d'un peu plus de 14 sous en 1871, à 15 sous en 1872, l'augmentation de la qualité supérieure et de la qualité inférieure restant la même. Cette augmentation des prix est probablement due exclusivement à l'augmentation des fermages et du prix de la main-d'œuvre.

L'augmentation du prix du bœuf s'est faite d'année en année, non-seulement dans la Grande-Bretagne, mais sur le continent, ainsi qu'il résulte d'un rapport sur le prix de la viande en Allemagne et en Autriche.

On n'a découvert l'année dernière aucun procédé nouveau qui ait réussi pour la conservation de la viande. Cependant les importations de viandes étrangères se sont élevées de 1,988,890 quintaux en 1871 à 2,851,435 quintaux en 1872. Outre les viandes salées, il a été importé un nombre considérable de viandes conservées d'une autre manière.

L'importation des viandes conservées d'Australie et autres lieux s'est considérablement accrue pendant ces dernières années, mais elle ne forme pas encore un huitième de l'importation totale des viandes, ce ne s'élève que de peu de chose au-dessus du sixième de l'importation du porc salé, dont la plus grande partie vient des Etats-Unis. Les importations de viandes conservées, quoique considérables, ne représentent qu'environ un sixième de la consommation de la viande.

Un décret royal du 26 mars arrêté comme suit la composition de la maison militaire de S. A. R. le duc d'Aoste :

« Le marquis Dragonetti Giuseppe, premier aide de camp honoraire ; le comte Gabutti di Bestagno Guido, aide de camp ; le baron Cavallini Garofoli Luigi et le comte Cordi di Carpeneto Emanuele, officiers d'ordonnance. »

Belgique.

On télégraphie de Rome le 29 mars :

« Le baron A. Pycke de Peteghem, ministre de Belgique auprès du Saint-Siège, vient d'être rappelé. »

Suisse.

Le chef du département fédéral des finances a présenté le 28 mars au Conseil fédéral son rapport sur le règlement du budget de la Confédération pour l'exercice de 1872. Ce rapport est des plus favorables : le budget se solde par un excédant de recettes de 2,082,000 francs.

Berne, 31 mars. — La communauté catholique de la ville de Saint-Gall a approuvé aujourd'hui, par 582 voix contre 177, la proposition du conseil scolaire portant interdiction de l'enseignement du dogme de l'infailibilité et des doctrines du *Syllabus* dans les écoles.

Bâle, 31 mars. — D'après les *Basler Nachrichten*, l'éditeur Lachat a livré samedi dernier le codicille du testament de M<sup>me</sup> Emilie Linder. Ce codicille est tout en défaveur des procédés de l'évêque. Il stipule que c'est l'évêché, et non M<sup>re</sup> Lachat, en personne, qui est légataire d'une somme de 200,000 francs, destinée à l'instruction de jeunes ecclésiastiques pauvres. Les titres ayant été livrés, le recouvrement du capital total de 285,000 fr. est maintenant garanti.

Les 97 curés récalcitrants du Jura ont tous livré sans difficultés les registres de l'état-civil. On dit que la plupart de ces ecclésiastiques émigreront en France.

Espagne.

Selon l'*Imparcial* du 29 mars, il serait question de donner au représentant de l'Espagne à Paris le rang de ministre plénipotentiaire et de nommer M. Martia à ce poste.

Les républicains fédéraux ont convoqué pour le 30 mars, à Madrid, un meeting dans lequel ils ont résolu de demander au gouvernement de l'Espagne et des réformes économiques, et la destitution des ayuntamientos d'origine monarchique.

Des affiches ont été placardées sur les murs, convoquant pour demain les femmes à une manifestation dans le but de demander la liberté de tous ceux qui sont détenus pour délits de droit commun dans les prisons et les bagnes d'Espagne.

Les renseignements demandés à Paris établissent que la lettre de M. Figueras trouvée sur un des Espagnols arrêté comme impliqué dans l'affaire de la rue Sedaine n'a aucune importance ; c'est simplement une réponse en termes banaux à une lettre de félicitations adressée par cet Espagnol à M. Figueras.

Berger a été pris le 29 mars par les carlistes, qui ont employé le pétrole, comme à Ripoll, et incendié plusieurs maisons.

Un commencement de soulèvement militaire à Zamarraga a été étouffé immédiatement.

L'ayuntamiento de Cadix a prohibé l'enseignement religieux dans les écoles communales.

Le *Journal de Malaga* annonce que des hommes armés ont fait des réquisitions d'armes dans diverses maisons, entre autres au consulat d'Italie.

Le corps consulaire s'est réuni pour délibérer sur ce fait.

L'*Imparcial* reconnaît que la vigilance des autorités françaises augmente.



## DERNIÈRES NOUVELLES.

**PRUSSE.** — Le *Deutsche Wochenblatt* avait parlé dernièrement d'une correspondance échangée entre le prince de Bismarck et le cardinal Antonelli au sujet de l'affaire de l'annexion générale de l'armée. Le *National-Zeitung* dit à ce sujet, d'après des communications officieuses du bureau de la presse, que cette nouvelle n'est pas dénuée de fondement, mais que la correspondance dont il s'agit a été inaugurée par une lettre du cardinal-secrétaire d'Etat, laquelle n'est cependant parvenue à Berlin qu'après la suppression du poste d'ambassadeur général de l'armée.

M. de Sydow, chef de section au ministère des cultes et de l'instruction publique, vient d'être nommé sous-secrétaire d'Etat à ce même ministère, en remplacement de M. d'Achenbach, nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère du commerce et des travaux publics. Le successeur de M. de Sydow est M. Greiff, jusqu'ici conseiller rapporteur au ministère de l'agriculture.

## FRANCE.

An dire d'une dépêche adressée de Paris, 30 mars, à la *National-Zeitung* de Berlin, M. Thiers avait reçu de S. M. l'empereur d'Autriche l'invitation de se rendre à Vienne pour l'ouverture solennelle de l'exposition, mais M. le président de la république française avait décliné l'invitation et promis de se faire représenter par le ministre du commerce.

On nous communique, dit le *Messenger de Paris*, une dépêche arrivant de Londres, et aux termes de laquelle M. Ledru-Rollin accepte la candidature de Paris, qui lui a été offerte, sans mettre à son acceptation d'autre condition que celle-ci : l'assurance que les réunions publiques seraient autorisées pendant la durée électorale, afin qu'il pût s'expliquer avec ses électeurs sur la nature et la portée du mandat qu'ils désiraient lui confier.

Cette résolution, ajoute le *Messenger*, a été prise par M. Ledru-Rollin sans réception d'une dépêche à lui adressée au nom de plusieurs de ses collègues à la Constituante, et surtout après réception d'une lettre de M. Edmond Adam, qui lui démontrait que le suffrage universel était menacé, il était indispensable pour le parti républicain « que M. Ledru-Rollin, le père du suffrage universel (sic) » fournit aux électeurs radicaux une occasion de protester énergiquement contre la mutilation projetée par l'Assemblée.

Dans un conseil des ministres, tenu il y a quelques jours, le gouvernement aurait décidé que des poursuites seraient faites contre les journaux qui ont ouvert des souscriptions en faveur des carlistes. Toutefois avant de les poursuivre le gouvernement donnera un avertissement à ces journaux.

On lit dans la *Liberté* :  
« Le 30 mars au soir le bruit a couru que M. Calvo y Turrel, vice-consul d'Espagne à Paris, avait disparu laissant un déficit de 350,000 fr. ; ce bruit était fondé. »

M. Calvo y Turrel était vice-consul à Paris depuis trois ans. Jusqu'au mois de décembre dernier, il effectuait régulièrement les paiements des sommes dont le recouvrement, pour le compte du gouvernement espagnol, lui était confié.

Aucun versement n'ayant été fait pendant ces trois derniers mois, et le vice-consul se livrant depuis quelque temps à de folles dépenses, l'ambassadeur, qui l'avait eu jusque-là en grande estime, n'hésita pas un instant à faire son devoir ; il porta plainte contre le vice-con-

sul, et un mandat d'arrêt fut lancé contre ce dernier samedi matin.

Le même jour, le vice-consul resta au consulat jusqu'à quatre heures et reçut plusieurs visites. A quatre heures et quart il envoya chercher une voiture par le concierge, et partit pour une direction inconnue.

Le déficit s'élève à la somme de 353,500 francs. On croit cependant qu'un versement de 146,000 fr. a été fait le 26 décembre, ce qui réduirait d'autant le déficit constaté.

De nombreuses plaintes sont parvenues aujourd'hui au consulat concernant des achats de rente faites au compte de plusieurs particuliers.

De son côté la *Correspondance universelle* publie ce qui suit :

« Nous sommes en mesure de donner sur ce double et regrettable fait les détails authentiques suivants. M. José Calvo y Turrel, jeune homme d'un caractère aimable, était reçu par son oncle, le comte de Balmor, à la capitale catalane. En sa qualité de consul, il était chargé de verser chaque trimestre au trésor français le surplus résultant pour l'Espagne du règlement de ses comptes avec la France pour différents services, tels que ceux de la Poste, de la Télégraphie, etc. Or, M. Calvo n'avait qu'un défaut, et c'est celui qui l'a perdu. Il aimait les plaisirs et dépensait beaucoup plus que sa fortune personnelle et ses honoraires ne lui permettaient. Or, le 1<sup>er</sup> décembre, il avait touché chez le banquier chargé de ses paiements, la somme de 363,000 francs et ne les versa pas à l'autorité compétente française. Prévenu de ce fait, M. Olazaga n'hésita pas, malgré ses relations personnelles avec lui, à autoriser son arrestation ; mais lorsqu'on se présenta chez lui, il avait fui. Les scellés furent aussitôt mis sur ses papiers. Une enquête ayant été faite par les soins de l'ambassade d'Espagne, une quittance de 142,000 fr. a déjà été trouvée dans ses papiers. M. Calvo sera jugé en Espagne, soit par suite de son arrivée volontaire dans son pays, soit par suite d'une demande d'extradition s'il résiste encore en France. »

## ESPAGNE.

On lit dans le *Temps* :  
« On avait annoncé que les fédéralistes exaltés devaient se réunir le 29 mars à Madrid pour réclamer du gouvernement diverses réformes, entre autres la dissolution des municipalités élues sous le régime monarchique. Cette manifestation a eu lieu en effet ; un meeting a été tenu, et ses délégués ont été demandés à M. Pi y Margall la destitution des ayuntamientos enchaînés de ce vice original. Le ministère a répondu par une fin de non-recevoir, en invoquant l'illégalité d'une pareille mesure. Les délégués ne nous disent pas comment cette réponse a été accueillie par ceux qui l'avaient provoquée. »

« Ce n'est du reste pas dans cet incident ni dans le ridicule appel adressé aux femmes en faveur des détenus pour délits de droit commun qui peuplent les prisons et les bagnes de la Péninsule, qu'est aujourd'hui le véritable intérêt des nouvelles venant d'au-delà des Pyrénées. Les faits qui se sont passés en Catalogne ont un côté plus sérieux. Le télégraphe avait déjà mentionné la prise par les carlistes de Berga et de Ripoll. Il paraîtrait qu'à Berga ils n'auraient pas capturé moins de 4 à 500 soldats et 1,000 fusils. A Ripoll, après avoir fusillé sans merci deux carabiniers et un volontaire, ils auraient reçu le choc de la colonne du brigadier Campos, tardivement arrivée au secours de la ville par suite des tentatives d'insubordination, et lui auraient infligé un échec qui serait devenu désastreux sans l'apparition opportune d'un détachement de cavalerie. »

On lit dans la *Liberté* :  
« On avait annoncé que les fédéralistes exaltés devaient se réunir le 29 mars à Madrid pour réclamer du gouvernement diverses réformes, entre autres la dissolution des municipalités élues sous le régime monarchique. Cette manifestation a eu lieu en effet ; un meeting a été tenu, et ses délégués ont été demandés à M. Pi y Margall la destitution des ayuntamientos enchaînés de ce vice original. Le ministère a répondu par une fin de non-recevoir, en invoquant l'illégalité d'une pareille mesure. Les délégués ne nous disent pas comment cette réponse a été accueillie par ceux qui l'avaient provoquée. »

« Ce n'est du reste pas dans cet incident ni dans le ridicule appel adressé aux femmes en faveur des détenus pour délits de droit commun qui peuplent les prisons et les bagnes de la Péninsule, qu'est aujourd'hui le véritable intérêt des nouvelles venant d'au-delà des Pyrénées. Les faits qui se sont passés en Catalogne ont un côté plus sérieux. Le télégraphe avait déjà mentionné la prise par les carlistes de Berga et de Ripoll. Il paraîtrait qu'à Berga ils n'auraient pas capturé moins de 4 à 500 soldats et 1,000 fusils. A Ripoll, après avoir fusillé sans merci deux carabiniers et un volontaire, ils auraient reçu le choc de la colonne du brigadier Campos, tardivement arrivée au secours de la ville par suite des tentatives d'insubordination, et lui auraient infligé un échec qui serait devenu désastreux sans l'apparition opportune d'un détachement de cavalerie. »

« On lit dans la *Liberté* :  
« Le 30 mars au soir le bruit a couru que M. Calvo y Turrel, vice-consul d'Espagne à Paris, avait disparu laissant un déficit de 350,000 fr. ; ce bruit était fondé. »

M. Calvo y Turrel était vice-consul à Paris depuis trois ans. Jusqu'au mois de décembre dernier, il effectuait régulièrement les paiements des sommes dont le recouvrement, pour le compte du gouvernement espagnol, lui était confié.

Aucun versement n'ayant été fait pendant ces trois derniers mois, et le vice-consul se livrant depuis quelque temps à de folles dépenses, l'ambassadeur, qui l'avait eu jusque-là en grande estime, n'hésita pas un instant à faire son devoir ; il porta plainte contre le vice-con-

« Ces deux faits n'ont assurément pas une grande portée, mais ils montrent cependant que la hardiesse des insurgés va croissant, que leur organisation militaire se renforce, et que si l'on n'y met ordre, le moment peut ne pas tarder à venir où au lieu de se dérober, comme ils l'avaient fait jusqu'à ce jour, ils tiendront résolument tête aux troupes régulières. Aussi la nouvelle de ces affaires de Berga et de Ripoll, une vive émotion s'est-elle manifestée à Barcelone. Des attroupements nombreux se sont formés sur les places publiques, et les autorités ont pu craindre le renouvellement des troubles naguère apaisés par la présence de M. Figueras. »

Mais ce n'est pas avec des démonstrations de rue que l'on aura raison de l'insurrection carliste. L'indiscipline de l'armée est malheureusement pour beaucoup dans les événements de Berga et de Ripoll, et l'on sait que l'attitude de la population et des corps élus de la capitale catalane est loin d'être étrangère à ce déplorable mouvement de désorganisation, qui pourrait seul, en se prolongeant, donner des chances aux partisans de don Carlos. »

On écrit de Barcelone, en date du 29 mars, au soir :

« La nouvelle de la prise de Berga a produit ici une grande émotion ; on dit que les carlistes ont fait 400 prisonniers et pris 1,000 fusils. Cet événement a causé une panique dans les pays environnants. Les carlistes ont employé le pétrole pour incendier les maisons. Aussitôt que la nouvelle a été connue à Barcelone, des attroupements se sont formés sur la Rambla et sur la place de la Constitution ; ils ont continué toute la soirée. On craint des désordres pour cette nuit ou demain. »

« La députation provinciale fait de grands efforts pour calmer l'irritation de la population. On craint des représailles contre le clergé et le comité carliste. »

## DERNIÈRES DÉPÊCHES.

## AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, jeudi 3 avril.

S. M. l'empereur François-Joseph a reçu aujourd'hui la Délégation hongroise, et a répondu à l'allocation de son président en caractérisant avec une vive satisfaction les relations extérieures de la monarchie comme étant constamment favorables et de nature à inspirer la joie.

« Mon entrevue avec les souverains puissants et amis des deux grands empires voisins, a dit ensuite Sa Majesté, — a été partout interprétée à juste titre comme une précieuse garantie de la paix, et la visite des souverains à l'occasion de l'exposition universelle ne peut qu'éveiller les mêmes espérances. »

L'empereur a reçu ensuite la Délégation autrichienne et a répondu à l'allocation de son président, M. de Schmerling, dans les mêmes termes qu'au président de la Délégation hongroise.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU REICHSRATH. — Le prince d'Auersperg, président du conseil, ayant annoncé que l'empereur avait sanctionné les projets de loi sur la réforme électorale, l'assemblée a répondu à cette communication par des vivats enthousiastes en l'honneur de Sa Majesté. Les acclamations ont duré plusieurs minutes.

## Autre dépêche.

Königsberg, jeudi 3 avril, au soir.  
« Tous les ouvriers du chemin de fer de l'Est ont suspendu le travail. Ils demandent un thaler de salaire par jour au lieu

de 10 silbergros. Au reçu de la nouvelle télégraphique de la grève, la direction du chemin de fer de Bromberg a élevé le salaire à 22 1/2 silberg. par jour, mais les ouvriers ont refusé d'accepter ces conditions. »

## BOURSE DE BERLIN DU 3 AVRIL.

## Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 1/4 th. pour 100 r.  
A 3 mois sur St-Petersbourg, 89 1/8 th. pour 100 r.  
Prix des billets de crédit russes 51 1/2 th. pour 100 r.  
Prix de la demi-imperiale 5 th. 15 1/2 silb.  
Emprunt russe de 1892 98 1/4.  
Emprunt russe de 1893 91 3/4.  
Obligations consolidées de 1870 92 3/8.  
Obligations russes 3 0/0 1891 91 1/2.  
1<sup>er</sup> emprunt à lots et primes 180 1/2.  
2<sup>e</sup> emprunt à lots et primes 128.  
3<sup>e</sup> emprunt (1854) 77 1/2.  
Obligations de la Grande Société des chemins de fer 93 3/4.  
Obligations de la Société du chemin de fer de Nicolaïev 76 1/4.  
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne, 88 1/8.

## Faits divers.

L'histoire suivante, qui a eu son dénouement devant le tribunal de Paris, pourrait s'intituler : *Les aventures d'un huissier, d'une femme sans délicatesse et d'un petit ébéniste.* Ne riez pas ; malgré ses côtés plaisants, elle est singulièrement dramatique au fond.

Depuis nombre d'années habitait, 35, rue de Vanves, un brave ébéniste du nom de Dumangel. Dumangel avait honnêtement amassé par son travail une soixantaine de mille francs, et il était estimé dans tout son quartier ; jamais il ne s'occupait de politique, et ne lisait pas d'autres journaux que le *Petit Moniteur*.

Dumangel était le plus heureux des ébénistes, et il ne se doutait pas de l'avenir plein de déboires que lui réservait sa femme. Celle-ci, en effet, il y a trois ans de cela, s'était prise à un beau jour d'un garçon ébéniste de son quartier, et l'avait naturellement présenté à son mari, qui l'avait pris au nombre de ses ouvriers.

Jamais femme adultère n'aurait pu rêver mari moins soupçonneux et moins gêné. Elle songeait cependant aux moyens de se débarrasser de Dumangel. La Commune lui en fournit l'occasion.

Dumangel, dit-elle, un matin, on est venu hier pour l'incorporer de force dans un bataillon de marche.

— Ah ! mon Dieu ! fit Dumangel en palissant, mais j'ai plus de quarante ans !  
— Voilà ce que c'est que de ne pas paraître son âge, gros séducteur ! riposta sa femme.

— Que faire ? gémit le pauvre ébéniste, à la fois éploré et flatté.  
— J'y ai pensé, répondit la commère : voici une lettre de recommandation pour Léo Meillet, membre de la Commune. Va le trouver à l'Hôtel de Ville ; il te placera.

Ainsi fit Dumangel. Léo Meillet, l'ayant jaugé, le nomma huissier en chef de l'Hôtel de Ville.

Pendant deux mois, Dumangel, en habit noir, et affublé d'une chaîne d'argent, annonça tous les citoyens membres du « gouvernement ».

## Survint la débacle.

Dumangel, cher époux, dit alors sa femme, il faut fuir... ta tête chérie est menacée ; pars. Je voudrais te voir loin !

Terrifié, l'ex-huissier s'enfuit à Genève, où il s'installa.

Tous les huit jours sa femme lui écrivait des lettres de ce genre :

« Que j'ai en pour cette semaine, cher ami ! on est encore venu pour te fusiller. Il paraît qu'à force d'annoncer tant de grands person-

nages de la Commune, tu étais devenu grand personnage toi-même. On ne parle que de toi et de Rochefort ! »

Et Dumangel, terrifié, changeait de nom chaque quinzaine.

Sa femme, pendant ce temps, vendait tous les meubles de son mari, allait au théâtre avec le petit ébéniste, dînait au restaurant, et goûtait toutes les joies de la vie.

Il y a huit jours, une lettre anonyme instruisait Dumangel de tout cela.

L'honneur commandait, il revint à Paris. Arrivé chez lui, rue de Vanves, il apprit avec stupeur que sa femme avait déménagé. On lui dit qu'elle demeurait actuellement 185, rue de la Gare. Il y courut, tomba à la comme une bombe, et fut reçu comme un barbet. On le chassa à coups de chaise.

C'est bien, fit-il avec un geste à la Frédéric-Lemaître, je vais me livrer !

Avant-hier samedi, à deux heures, il arriva dans le cabinet de M. Bérillon, commissaire de police du Palais de Justice.

— Mon juge, dit-il, d'une voix creuse, regardez-moi bien... Me regardez-vous bien ?

— Mais oui, fit M. Bérillon, légitimement étonné.

— Eh bien, je suis le célèbre Dumangel !

— Le célèbre qui ?

— Le célèbre Dumangel... Vous nous avez bien cherché, moi et Rochefort ! Eh bien ! j'ai vu tout... C'est moi qui annonçais le monde, je les ai annoncés tous !

— Tous ! réitéra-t-il d'un ton sourd et résigné.

Et il raconta son cas à M. Bérillon. L'ex-huissier a été mis en état d'arrestation, mais n'a pu être saisi que par un prompt relâche.

Dire que je me croyais célèbre ! répétait-il en sanglotant... Mais je vais poursuivre mon épouse, je la poursuivrai, mon magistrat ! M. Bérillon lui a donné quelques conseils sur la marche à suivre en pareil cas, et le célèbre Dumangel est parti pour le dépôt.

(Figaro.)  
« Il existe au faubourg Saint-Germain une grande dame, la duchesse de L... qui appartient absolument à la grande race des femmes d'esprit du siècle dernier. »

Il y a quelques semaines, elle se rendait à Saint-Thomas-d'Aquin pour y entendre la messe. Comme la duchesse se trouvait en retard, et qu'elle était loin d'être maigre, c'était, sur tout le chemin qu'elle faisait pour gagner sa chaise, un long concert de murmures.

Une vieille dame surtout se montrait plus récalcitrante que les autres, à ce point qu'elle ne put s'empêcher de dire, en la regardant : « Quand on est si grosse, on reste chez soi ! »

En ce cas, madame, lui répondit en souriant la duchesse, priez Dieu que je maigrisse, et laissez-moi passer !

## (Figaro.)

On lit dans le *Progrès du Nord* :  
« Une scène émouvante a eu lieu le 17, au soir, dans un wagon de la Compagnie du Nord. Le train de Dunkerque arrivait à Lille à 6 h. 50 m. du soir venant de passer la station de Pérenchies ; il était à deux cents mètres environ du passage à niveau de Saint-André, lorsqu'un cri terrible attirait l'attention des voyageurs d'un compartiment de 3<sup>e</sup> classe, dans lequel avaient pris place une jeune femme et ses deux enfants. Ce cri, la pauvre mère venait de le pousser en voyant par la portière, brusquement ouverte, tomber sur la voie son fils aîné, âgé de cinq ans et demi. Le train roulait à toute vitesse. Il fallut retirer de force la pauvre femme affolée de douleur, qui, pressant dans ses bras son second fils, la mamelle, voulait se précipiter à la recherche de son enfant. »

« Et pendant que cette scène se passait dans un wagon, le père du pauvre petit qui

gisait sans doute sur la voie, écrivait par les roues, le père, mécanicien de service, conduisant lui-même le train qui entraînait la mère loin de son enfant. Le train arrivait à peine en gare, qu'une locomotive était envoyée vers les lieux où l'accident s'était produit. Trente-cinq minutes après, M. Malherbe, sous-chef de gare, qui était parti pour diriger les recherches, était assez heureux pour ramener à ses parents l'enfant sain et sauf pleurant sur la voie. »

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément d'annonces judiciaires*.

## Concerts.

Du 23 mars.

GRAND THÉÂTRE. — Grand concert vocal et instrumental donné par M. Lévy. — (8 h.)

THÉÂTRE RUSSE. 7 1/2 h. — Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

## Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Jeudi 22 mars (3 avril).

Thermomètre à 0 m. 100.

Baromètre à 0 m. 100.

État du ciel.

Direction et force du vent.

Quantité de pluie.

Humidité relative.

Écart de la température.

Température du sol.

Température de l'air.

Température de l'eau.

Température de la neige.

Température du bled.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.

Température du fromage.

Température du pain.

Température du vin.

Température du lait.

Température du miel.

Température du sucre.

Température du sel.

Température du vinaigre.

Température du beurre.



Gostinnoi-Dvor

N° 122 et 123

à St-Petersbourg.

LA MAISON DE NOUVEAUTÉS

DE

VÉDERNIKOW &amp; MIKHAILOW

Gostinnoi-Dvor

N° 122 et 123

à St-Petersbourg.

a reçu un grand choix de Nouveautés pour la saison de printemps: Costumes pour dames, sortant des premières maisons de Paris, Paletots, Tuniques, Jaquettes, Rotondes confectionnés avec des étoffes à la mode. Costumes, à partir de 20 roubles, de toutes les couleurs à la mode, et Costumes pour enfants. 896

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

RYBINSK-BOLOGOË.

Conformément au § 34 des statuts, l'administration de la Société du chemin de fer de Rybinsk-Bologoë a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires à l'assemblée générale ordinaire, fixée au dimanche 20 mai, à 1 heure après-midi, et qui aura lieu dans la salle du club de commerce de St-Petersbourg.

L'ordre du jour sera composé comme suit :

I. Rapport de la commission de révision sur le compte-rendu de l'exploitation pour l'année 1872 et résolution à prononcer sur ce compte-rendu.  
II. Election de deux directeurs de l'administration et d'un candidat pour remplacer les directeurs sortants.

III. Rapport de l'administration sur l'état actuel des affaires de la Société et sur son développement ultérieur. Décisions à prendre sur les questions qui peuvent découler de ce rapport comme, par exemple :

- 1° Dépense extraordinaire, faite par l'administration, de la somme de 50,000 r. assignée par l'assemblée générale du 5 novembre 1872.
- 2° Continuation des travaux d'établissement du débarcadere de Kopaiew.
- 3° Direction ultérieure à donner aux affaires relatives aux circonstances qui ont accompagné la construction de la ligne.
- 4° Emoluments des membres de la commission de révision.

Conformément au § 35 des statuts, la réception des actions et des procurations déposées pour obtenir le droit de siéger à l'assemblée générale commencera, au local de l'administration, à partir du lundi 30 avril, tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés, à partir de 11 h. du matin jusqu'à 2 h. de l'après-midi et se terminera le 12 mai à 2 h. de relevée. 855

**BANQUE D'ESCOMPTE**  
DE ST-PÉTERSBOURG.

L'administration de la Banque a l'honneur, conformément au § 49 des statuts, d'inviter MM. les actionnaires à assister à l'assemblée générale ordinaire qui doit avoir lieu jeudi le 12 avril de l'année courante, à 7 h. du soir, au local de la Banque, au coin de la perspective Nevsky et de la rue Michel, n° 38 et 4.

L'ordre du jour sera composé comme suit :

- 1° Compte-rendu pour l'exercice 1872.
- 2° Election : a. de deux membres de l'administration pour remplacer les deux membres sortants, conformément au § 31 des statuts ; b. de deux membres de l'administration pour remplacer ceux qui ont été élus, conformément à la 2° observation du § 28 des statuts et sortants à la suite de l'expiration du terme de trois années ; c. de trois candidats sortants, conformément au § 30 des statuts, et d. d'un délégué au lieu de celui qui se retire, conformément au § 42 des statuts.
- 3° Organisation d'un comité d'escompte.
- 4° Destination à donner à la somme produite par la vente des actions de seconde émission de la Banque, qui n'avaient pas été souscrites par les actionnaires.
- 5° Délibération sur des pleins pouvoirs à donner à l'administration pour faire l'acquisition d'une maison pour l'installation de la Banque.

D'après le § 46 des statuts tous les actionnaires de la Banque ont le droit d'assister à l'assemblée générale.

D'après le § 47 des statuts, les actionnaires absents ne peuvent charger de voter pour eux que quelqu'un des actionnaires. Personne ne peut au vote représenter plus de deux procurations.

D'après le § 52 des statuts, 25 actions donnent droit à une voix ; mais personne ne peut avoir plus de 10 voix à la fois, en son nom et par procuration.

Pour acquiescer le droit de vote à l'assemblée générale, les actions et les récépissés temporaires doivent être déposés à la direction 7 jours au plus tard avant la séance générale.

D'après le § 57 des statuts, le rapport et le bilan de la Banque seront délivrés aux actionnaires sur leur demande, au local de la Banque, à partir du 5 avril, de midi à 2 heures de l'après-midi. 864

EXTRAIT

du compte-rendu de l'assemblée générale de MM. les fondateurs et actionnaires de la Banque de commerce de Voronège

qui a eu lieu le 23 février 1873.

Tous les représentants des 4,000 actions de la Banque étaient présents à l'assemblée.

C'est M. le prince V. A. Troubetskoï qui a présidé, après avoir été élu président, conformément au § 58 des statuts.

L'ordre du jour était composé comme suit :

- 1° Fixation du chiffre des premiers versements par action et de l'époque à laquelle la Banque devra commencer ses opérations.
- 2° Fixation du nombre des membres de l'administration et des emoluments à leur allouer ainsi qu'aux membres du conseil, et
- 3° Election des membres du conseil et de ceux de l'administration.

L'assemblée générale a résolu :

- 1° De fixer le premier versement par action, conformément au § 5 des statuts, à la proportion de 40 0/0 par action, versement qui doit être effectué le 10 mai prochain au plus tard.
- 2° D'élire, conformément au § 28 des statuts, cinq membres de l'administration et de leur fixer des emoluments pris sur les bénéfices nets de la Banque. Il leur serait alloué, ainsi qu'aux membres du conseil (§ 28 des statuts) 5 0/0 des bénéfices nets généraux et 5 0/0 conformément au § 68 des statuts.
- 3° De confier, conformément aux §§ 37, 35 et 47 des statuts, à l'administration le soin de nommer avec la ratification du conseil le directeur, son adjoint et les autres employés, ainsi que d'élaborer le budget des dépenses pour l'année à venir.

Ont été choisis à l'unanimité comme membres de l'administration : MM. J. N. Klotchkow, A. R. Mikhailow, L. S. Poliakow, B. T. Pétrou et J. B. Drouï, et

5° Comme membres du conseil : MM. le prince V. A. Troubetskoï, S. S. Poliakow, A. N. Klotchkow et A. J. Pétrou.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée des membres de l'administration de la Banque de commerce de Voronège, ayant eu lieu le 23 février 1873, conformément au § 33 des statuts que M. J. N. Klotchkow a été élu à l'unanimité président de l'administration pour l'année courante et que M. A. R. Mikhailow a été désigné pour le remplacer en cas d'absence.

Il résulte en outre du procès-verbal de la séance du conseil de la Banque de commerce de Voronège tenue le 23 février 1873, conformément au § 42 des statuts, que M. le prince V. A. Troubetskoï a été élu à l'unanimité président du conseil pour l'année courante et que M. S. S. Poliakow a été désigné pour le remplacer en cas d'absence. 806

RESTAURANT BORREL

Grande-Morskaïa, n° 18, au coin du Kirpichnoi pérouloï.

Dîner du vendredi 23 mars à 1 r. 50 c.  
de 3 à 7 heures.

MENU.

Potage Stchi frais (Petits pâtés).

Filets de chevreuil poivrade.

Sterlet à la russe.

Petits pois à la française.

Ortolans rôtis (Salade).

Glaces pistache et framboise.

Café.

DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.

GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.

Salons pour 200 personnes et cabinets richement décorés, pour grands dîners, soirées, bals et réunions de société. 914

Im Saale des Adligen Clubs (Blagorodnoje Ssobranie) an der Polizeibrücke, im Hause Elisseejew, Eingang von der Molkä.

VORTRAGE

VON

RUDOLPH GENÉE.

Zweiter Cyklus.

GOETHE'S

FAUST.

I. Vortrag. Sonnabend d. 24 März. Einleitung über die Faust-Sage. Goethe's Faust. Prolog im Himmel. Erste Scene bis zum Oster-Morgen. Spaziergang. Beschwörung des Mephistopheles.

II. Vortrag. Montag d. 26. März. Rückblick. Fortsetzung der Recitation : Der Pact. Mephistopheles und der Schüler. Auerbach's Keller. Gretchen und Faust ; Mephistopheles und Martha.

III. Vortrag. Donnerstag d. 29. März. Die Tragödie Gretchen's bis zum Schlusse des I. Theils. Die Lösung des Faust-Problems im Zweiten Theil. Faust's Tod und Befreiung.

Die Vorträge finden Abends 8—10 Uhr statt.

Billet-Verkauf in der Kaiserl. Hofbuchhandlung H. Schmitzdorff, Newski-Prospect N° 5. — Abonnements zu nummerirten Plätzen für alle drei Vorträge 12 R. 8 R. und 5 R. — Bilette für den einzelnen Vortrag zu nummerirten Plätzen à 5 R. 3 R. und 2 R. zu unnummerirten à 1 R. 917

LA DIRECTION

DE LA

**BANQUE DE COMMERCE**  
**D'AZOW-DON**

à Taganrog

A l'honneur d'informer MM. les actionnaires que l'assemblée annuelle réglementaire fixée au 18 mars courant n'a pas pu avoir lieu par suite du nombre insuffisant des actionnaires présents, possédant le nombre d'actions exigées par le § 57, et que MM. les actionnaires sont de nouveau convoqués en assemblée générale pour le 4 avril prochain, à 7 heures du soir. L'assemblée aura à se prononcer sur les mêmes questions qui devaient être résolues à l'assemblée générale convoquée pour le 18 mars. La direction croit de son devoir de notifier à cette occasion que, conformément au dit § 57, l'assemblée générale convoquée à nouveau sera considérée comme légale quel que soit le nombre des actionnaires qui y prendront part et celui des actions représentées.

L'assemblée générale aura lieu à Taganrog, au siège de la Banque, rue Grande Pétrouvskaïa, maison Trétiakow. 918

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-VIENNE

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 20 mars (1<sup>er</sup> avril) courant n'aura pas lieu, attendu que le nombre des actionnaires ayant déposé leurs actions jusqu'au 9 (21) mars, ainsi que le chiffre du capital représenté par ces actions, sont insuffisants pour la validité des résolutions à prendre.

En vertu du § 26 des statuts de la Société le conseil d'administration a l'honneur de convoquer itérativement MM. les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour le 11 (23) avril courant à 11 heures du matin à la salle des conférences à la gare de Varsovie.

Cette assemblée, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, pourra légalement statuer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première assemblée.

Pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins quarante actions ou actions de jouissance, et les déposer, accompagnées d'une spécification de numéros en triple, jusqu'au 29 mars (10 avril) courant, à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils,  
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale.  
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,  
Frankfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils,  
Dresde, à la Banque de Dresde,  
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig  
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C<sup>o</sup>,  
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,  
Londres, chez MM. Rothschild and sons,  
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolf.

Les spécifications porteront les n° I, II, III.  
Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera au dépôt.  
La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire.

Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les aura reçues en dépôt.

Varsovie, le 14 (26) mars 1873. 879

THÉÂTRE MICHEL

Encore 8 représentations seulement

vendredi 23 mars.

GRANDE SOIRÉE FANTASTIQUE

donnée d'après un nouveau programme par le fameux magicien

magnétiseur

professeur BECKER

avec le concours de la fameuse troupe de dames gymnastes

engagée à Paris, et composée de 15 personnes :

M<sup>lles</sup> Azzella, Rosta Léopoldine, Adolphe, Hayns, Jackson,

Francine, Jessy, Coralie, Angélie, Miranda, Berthe, Mozila,

Kalère, Ambrosie et Laetitia.

La représentation se composera de quatre parties, comprenant :

des tours de gymnastique aérienne inconnus jusqu'à présent,

par miss Azzella et miss Rosta, surnommées les « Phénomènes

aériens » ; de courses sur vélocipèdes et de Grands tableaux

vivants académiques et mythologiques, organisés par l'acadé-

micien et sculpteur PAOLO BACCIERA, de Turin.

On peut se procurer des billets tous les jours à la caisse du

théâtre Michel, à partir de 10 heures du matin.

On commencera à 8 h. du soir.

Demain grande représentation d'après un nouveau programme 851



Прибывъ вторично изъ Лондона въ С.-Петербургъ, гдѣ пробудемъ до 27 сего марта мѣсяца, для покупки, не взирая на стоимость, разныхъ предметовъ временъ Людовика XVI, какъ-то : бронзы, канделябры, стѣнныхъ часовъ, мебели, выдѣлки изъ слоновыхъ костей, горнаго хрустала, шка-тулокъ золоченыхъ и эмалированныхъ, оружія и проч., имѣемъ честь покорѣйше просить Гг. желающихъ продать выше названные предметы, обратиться въ гостиницу Клея, № 31. 882

ВЕРТХЕЙМЕРЪ ЖЕЗОФИ.



SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE

VARSOVIE-BROMBERG.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 21 mars (2 avril) courant n'aura pas lieu, attendu que le nombre des actionnaires ayant déposé leurs actions jusqu'au 10 (22) mars, ainsi que le chiffre du capital représenté par ces actions, sont insuffisants pour la validité des résolutions à prendre.

En vertu du § 30 des statuts de la Société le conseil d'administration a l'honneur de convoquer itérativement MM. les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour le 12 (24) avril courant à 11 heures du matin à la salle des conférences à la gare de Varsovie.

Cette assemblée, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, pourra légalement statuer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première assemblée.

Pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins vingt actions ou actions de jouissance et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple jusqu'au 29 mars (10 avril) courant à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir :

A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils,  
Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale,  
Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne,  
Frankfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils,  
Dresde, à la Banque de Dresde,  
Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig.  
Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C<sup>o</sup>,  
Bruxelles, chez MM. Brugmann fils,  
Londres, chez MM. N. M. Rothschild and sons,  
Cracovie, chez M. François-Antoine Wolf.

Les spécifications porteront les n° I, II, III.  
Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire.

La spécification n° II restera au dépôt.

La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire.

Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les aura reçues en dépôt.

Varsovie, le 14 (26) mars 1873. 880

SITUATION

DE LA BANQUE DE COMMERCE DE NICOLAIEV

au 28 février 1873.

ACTIF.

Compte courant à la Banque de l'Etat.	158,963 60
Caisse	12,262 21
Correspondants de la Banque, au débit	125,766 53
Effets sur la Russie	2,794,907 15
Débiteurs divers	1,048 59
Avances sur marchandises	95,700 >
— fonds publics	96,892 94
— demande (on call)	5,600 >
Emprunt fonds garantis par lettres de change	29,150 >
Fonds publics de la Banque.	35,862 35
Lettres de change à l'encaissement	8,577 97
Meubles et immeubles de la Banque.	26,884 04
Comptes divers	20 >
Lettres de change protestées	24,000 >
Frais divers.	51,864 49
	3,464,869 80

PASSIF.

Compte capital : 10,000 actions à 250 r.	2,500,000 >
Dépôts a) Comptes courants.	456,921 80
b) sur demande	19,626 49
c) à échéance déterminée	159,697 24
	636,245 03
Correspondants de la Banque, au crédit	88,977 92
Comptes traités	5,500 >
Intérêts et commissions.	234,146 85
	3,464,869 80



# LIQUIDATION DÉFINITIVE MAISON BASTIDE

Perspective Nevsky. Perspective Nevsky.

## GRANDE OCCASION. GRANDE OCCASION.

AUJOURD'HUI 23 ET DEMAIN 24 MARS

### Vente à prix réduit des DENTELLES.

Dentelles blanches et noires en tous genres.  
Confection en vraies dentelles et en Lama.  
Guipures noires de toutes largeurs pour garnitures de robes et confection.

La plupart de ces dentelles servant à l'emploi de nos confections, n'avaient jamais été mises en vente jusqu'à ce jour.  
A partir de Lundi 26, mise en vente au rabais des étoffes de printemps, lainages et fantaisies.

Guipures blanches, Cluny, Chantilly, Cambay.  
Blondes et dentelles de Lama pour garnitures de robes.  
Valenciennes et Imitation Valenciennes.

**BATTEUSES.**  
faisant autant de besogne en une heure que  
trois batteuses en grange en un jour, sont livrées  
depuis 88 th., sous garantie et à l'épreuve.  
MORITZ WEIL junior, à Francfort sur Mein.

### OBJETS D'ART ET CURIOSITÉS.

C. Wertheimer et Jesoff, de Londres, sont  
revenus ici pour acheter comme d'habitude des ob-  
jets d'art et curiosités, soit: bronzes, candélabres,  
pendules, meubles, ivoires, cristaux de roche, boi-  
tes en or émaillées, armes, etc., même à des prix  
élevés. On les trouve à l'hôtel Klée, N° 31, entre 4  
et 5 h. après-midi. On peut envoyer des photogra-  
phies et des lettres jusqu'au 27 mars.

**TAILLEUR**  
recommandé pour l'élégance de sa coupe et la modicité de ses prix. Costumes complets tricot 25 r. Etoffes  
anglaises et françaises de 30 r. à 40 r. Magasin de tailleur et lingerie Aimé Bollet, perspective Nevsky, n° 10.

### AVIS.

Les frères PIVATO, propriétaires du magasin "au Gastronomes Milanais"  
Grande-Morskaja, n° 38, ont l'honneur de prévenir leur respectable clientèle, qu'à  
cause de démolition et reconstruction de la maison où se trouve leur établissement,  
ils sont obligés de fermer leur maison à partir du 12 avril prochain.

Par suite de cette circonstance, dès aujourd'hui, vente en détail de toute  
sorte de comestibles de première qualité, à des prix très réduits, d'après un nou-  
veau prix-courant qui sera affiché au magasin.

Pour les fêtes de Pâques, le magasin préparera, comme les années pré-  
cédentes, un grand choix de provisions gastronomiques qui seront exposées les ven-  
dredi et samedi de la semaine sainte, et exécutera également toutes les commandes  
qui lui seront confiées.

La réouverture de l'établissement aura lieu dans quelques mois, aussitôt que  
la maison sera reconstruite.

**COMPAGNIE DE ST-PETERSBOURG**  
D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE ET DE RENTES ET CAPITAUX.  
Capital de fondation versé 2,400,000 r.  
(Outre réserves.)

Cette Compagnie, fondée en 1858, conclut aux conditions les plus avantageuses et à  
des primes fixes et modérées:

1° Les assurances contre l'incendie de meubles et d'immeubles de toute  
espèce;  
2° Les assurances de toutes catégories de rentes et capitaux sur la  
vie, notamment pour assurer l'avenir des familles, la tranquillité de la vieillesse, pour  
la dotation des enfants, les pensions aux veuves et les rentes viagères. Les maladies  
épidémiques, telles que choléra, typhus, petite vérole, etc., ainsi que la mort subite, ne  
libèrent pas la Compagnie de l'obligation de payer les sommes assurées chez elle.

Les statuts, tarifs des primes et formules de déclaration sont délivrés gratuitement  
au bureau de la Compagnie, Grande-Morskaja, n° 32 (près de la rue  
aux Pois), tous les jours de 10 h. à 3 h., les dimanches et jours fériés exceptés, et  
dans les villes de gouvernement et de district chez les agents de la Compagnie. On y  
donne également tous les renseignements désirables.

### ALTERATIONS DU TEINT ET RIDES

LE LAIT ANTÉPHÉLIQUE  
Paris, Caudes et C°, boulevard Saint-Denis, 26, et chez les principaux parfumeurs détaillants et coiffeurs de France et de Russie. — (22<sup>e</sup> année). — Flacon, 5 fr.

**ME HELENE S. YONGE.**  
Dentiste Américain de New-York, re-  
çoit tous les jours, Petite Morskaja, n° 21.  
Dents artificielles. — Ordonnance 578

Bains et Eau Minérale d'Helsingfors.  
(FINLANDE).

La saison des bains s'ouvrira le 1<sup>er</sup> (13) mai;  
on y sert des bains chauds, des bains de va-  
peur, de gaz, des douches et des bains de mer.  
La saison des eaux minérales commence le 1<sup>er</sup>  
(13) juin. Les prix sont fixes et modérés et les  
personnes qui s'abonnent pour 15 fois obtien-  
nent un rabais de 20 o/o. Logements dans les  
magnifiques hôtels publics de la ville, chez les  
particuliers, et dans le parc même des bains il  
y a des maisonnettes (villas) situées au bord  
de la mer, avec une vue pittoresque, et conte-  
nant des chambres garnies installées pour l'a-  
grément et la commodité des voyageurs. Bon  
restaurant (table d'hôte et à la carte) au vau-  
hall. Un bon orchestre est engagé pour la sa-  
son et se fera entendre matin et soir: théâtres,  
bals, soirées dansantes, concerts, illuminations,  
feux d'artifice, dîners à la musique, parties de  
plaisir sur la mer et aux lacs pittoresques. Ca-  
binet de lecture, contenant des journaux et des  
ouvrages de littérature moderne. Les meilleurs  
professeurs et médecins de l'Académie et de la  
ville. Les communications avec St-Petersbourg  
et les charmes des environs des villes de Tavast-  
hus et de Tammerfors par chemin de fer et  
bateau à vapeur, ainsi qu'avec les charmants  
environs de la ville, sont très faciles. Les per-  
sonnes qui voudront retenir d'avance des loge-  
ments peuvent s'adresser à la direction des  
bains de mer et des eaux minérales d'Uricas-  
borg à Helsingfors, qui s'empresse de donner  
tous les renseignements désirés.

La Direction.

### MAISON A. DARZENS

Perspective Nevsky, 38. — Rue Michel, 4.

A l'occasion de l'arrivage de nouvelles robes faites  
et non faites

LA VENTE AU RABAIS  
qui devait finir le 25 mars, continuera encore jusqu'au  
jeudi 29 mars.

### GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES.

Le conseil d'administration de la Grande Société des chemins de fer russes,  
à l'honneur d'informer MM. les actionnaires qu'ils sont convoqués en assemblée  
générale ordinaire et extraordinaire pour mardi le 15 (27) mai de l'année cou-  
rante, à une heure de l'après-midi.

La réunion aura lieu à St-Petersbourg, dans le local, qui sera indiqué sur  
les cartes d'admission.

Aux termes des statuts du 3 novembre 1861, l'assemblée générale se com-  
pose d'actionnaires possédant chacun au moins 40 actions.

Nul ne peut représenter un actionnaire, s'il n'est lui-même membre de l'as-  
semblée générale et s'il n'est muni d'un pouvoir régulier.

Les actionnaires qui désirent prendre part à l'assemblée générale doivent  
déposer leurs titres, jusqu'au 5 (17) mai inclusivement.

A St-Petersbourg, au siège de la Société.  
Paris, à la caisse de la Société générale du crédit mutuel.

Londres, chez MM. Baring frères et C°.  
Amsterdam, chez MM. Hope et C°, et  
Berlin, chez MM. Mendelssohn et C°.

Au lieu des actions MM. les actionnaires peuvent présenter:

1° Des certificats constatant le dépôt comme cautionnement des actions avec  
indication de leurs numéros délivrés par la Banque de l'Etat, ses comptoirs ou  
ses succursales, par les institutions gouvernementales ou par des Banques pri-  
vées autorisées par S. M. l'Empereur si le capital nominatif de ces Banques  
comporte au moins 500 mille roubles, et

2° Des certificats constatant le dépôt des actions avec indication des numé-  
ros, délivrés par la Banque de l'Etat, ses comptoirs ou ses succursales.

Les actions de jouissance délivrées au lieu de celles sorties au tirage, don-  
nent à leurs porteurs les mêmes droits de participation à l'assemblée générale  
que les actions non amorties.

Il est remis à chacun des actionnaires, contre dépôt des titres, une carte  
d'admission. Cette carte est personnelle; elle doit constater le nombre des ac-  
tions déposées.

En vertu du § 48 des statuts chaque nombre de 40 actions donne droit à  
une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus de 10 voix tant en son nom  
que comme fondé de pouvoirs.

La carte d'admission à l'assemblée générale pourra être transmise par voie  
d'endossement à un autre actionnaire faisant partie de l'assemblée générale,  
mais sans que celui-ci puisse réunir, ainsi qu'il a été dit, plus de dix voix, soit  
en son nom, soit comme représentant d'un autre actionnaire.

Il sera soumis à l'assemblée générale un rapport présenté par une commis-  
sion choisie parmi les actionnaires, concernant les modifications à introduire  
dans les statuts de la Grande Société, avec un avis du conseil d'administration  
relativement à ce sujet.

L'assemblée générale doit être composée suivant le § 40 des statuts (1).  
Les actionnaires pourront prendre connaissance de la balance des comptes,  
des livres et autres documents, à l'administration de la Société (hôtel de la So-  
ciété, rue Grande Italianskaja, n° 7), à partir du 8 (20) mai, tous les jours, di-  
manches et fêtes exceptés, de 2 à 5 heures de relevée.

(1) § 40. Les décisions relatives aux emprunts, aux modifications des statuts  
ou aux additions à y faire, ne pourront être prises que dans une assemblée gé-  
nérale réunissant au moins le dixième des actions émises et à la majorité des deux  
tiers des voix; les membres présents doivent être au nombre de quarante au moins.

Celles relatives à la dissolution de la Société avant le temps fixé au § 4 ne  
pourront être prises que dans une assemblée générale représentant au moins le cin-  
quième des actions émises, et également à la majorité des deux tiers des voix, le  
nombre des membres présents devant être également de quarante au moins.

### GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES.

### LIGNE DE ST-PETERSBOURG-VARSOVIE.

La direction porte à la connaissance publique, conformément au § 143,  
que les objets non réclamés par leurs propriétaires énumérés dans la liste ci-  
dessous sont en souffrance dans le magasin de la gare de St-Petersbourg. Les  
personnes à qui appartiennent lesdites marchandises sont invitées à se présenter  
tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, au bureau des ré-  
clamations, munies des preuves incontestables de leur droit de propriété.

Après un délai de six mois, à partir de la dernière publication du présent  
avis, les marchandises non réclamées seront vendues aux enchères, confor-  
mément aux §§ 151 et 153 du règlement de transport. Le bureau de  
réclamation est ouvert depuis 10 h. du matin jusqu'à 3 h. de l'après-midi.

Liste des marchandises non réclamées. N° X.

Liste des marchandises non réclamées. N° X.									903
Date de l'expédition.	Numéros d'entrée.	STATIONS		Expéditeur.	Destinataires	Nombre des colis.	Désignation de la marchandise.	Poids.	
		de départ.	de destination.						
1872									
9 novembre	12855	St-Petersbourg	Réjitsa	Perchitz	Jacobson	1	March. manufacturées	205	
9 novembre	12857					1		208	
24 octobre	2735		Novosélié	E. Pousty	nine	1	Objets de ménage	011	
30	9878	Wierzbolovo	St-Petersbourg	Schwartzmäker	Löwenson	1	March. manufacturées	1110	
10 novembre	539	Mehinsk		T. Yéliséf	Galtzo	11	Foin	1820	
2	567	Korsovka		Khroslovitzew	Larski	1	Tonneaux vides	050	
2	1433	Smolensk		Larski	Tchitchérine	1	Couteurs	100	
27 octobre	10467	St-Petersbourg	Dunabourg	Pahle	Broud	1	March. manufacturées	224	
4 novembre	12079	Pskow		Serguéïew	Landtsdorf	2	Galoches	333	
6	12188			Vinogradow	Sondakow	3	Thé	510	
6	12197				Ivanow	2		330	
23 octobre	8543	Riga	Réjitzsa	Hertmann et C <sup>e</sup>	Ekanget	3	Sacs	415	
16 novembre	14043	St-Petersbourg		Kojewnikow	Rabinowitch	3	Ouate	580	
27 octobre	10435		Ostrow	Landrin	Kolévitch	1	Bonbons	212	
14 novembre	33578	Varsovie	St-Petersbourg	Bérézowitch	Serletz	2	Bijouterie	286	
9	938	Smolensk		Schumacher	F. Huhn	1	Machine à coudre	092	
17 octobre	2372	St-Petersbourg	Varsovie	M. Kagan	M. Labvitz	1	Matelas de plumes	106	
28	11074	Varsovie	Grodno	Kleinadel et C <sup>e</sup>	Keller	1	Marchandises menues	081	
28	31427		Kovno	Malénak	Yaf	1	Toile	137	
15	16748	Vilna		Chélibert	Strogowitch	5	Carton en feuilles	506	
26	30225	Varsovie		A. F. Gallé	A. M. Samuelson	1	Drogues	206	
26	3539	Kovno	Vilna	Feldmann	Treivas	1	Bijouterie	205	
5	10488			O. Dominique	13 <sup>e</sup> hussar <sup>e</sup> de Narva	4	Fers à cheval	2735	
10	7672	St-Petersbourg		Fedorow	Tchortow	3	Macaroni	320	
3	6423		Biélostok	Maximow	Schlom	1	Cuir en morceaux	435	
28	8752	Riga		Mittelstadt	J. Schneider	1	Savon ordinaire	213	
5 novembre	12156	St-Petersbourg	Vilna	Boulakow	Fr. Bloch	4	Papiers	1612	
8	32870	Varsovie		Pereiman	Markelsohn	1	Objets en fer	356	
4 octobre	11997	St-Petersbourg		Valkow	Eliamberg	1	Toile russe	545	
4 novembre	12065			Maximow	Marcus	1	Cuir	210	
4	12055			Bourdas	Bourdas	1	Cuir	305	
4	12075			Verestchagrine	Gordon	1	March. manufacturées	320	
4	11263			Yegorow	Behm	1		126	
29 octobre	31597	Varsovie		Kleinermann	Ertan	2	Salpêtre	3138	
11 novembre	11396	St-Petersbourg		Rastieralew	Tchertow	1	Velours	112	
7	10180	Wierzbolovo	Dunabourg	Lantz	Felschenstein	1	Toile	1237	
7	10182					1		017	
28	13582	Vilna		Lass	Riss	1	Souliers	012	
28	12925	Varsovie		Weisrother	Prismann	2	Bijouterie	130	
20	14365	St-Petersbourg	Pskow	Vinogradow	Séleznew	1	Thé	53000	
2	14365	St-Petersbourg	Biélostok	L. Lesser	Falkvank	50	Ciment	33000	
11	13223	St-Petersbourg		Yégorow	Markovskij	1	Manchons en cuir	33000	
15	13676	St-Petersbourg		Hittrow	Portin	1	Tonneaux vides	10300	
23	15392	St-Petersbourg	Ostrow	Karaband	Brown	3	Lampromes	034	
16	34110	Varsovie	Mavroutski	Hübner	Brown	3	Objets en cuir	1010	
16	11852	Dunabourg	Vilna	Kleinermann	Erman	1	March. manufacturées	413	
11	13380	St-Petersbourg		Kupferschmidt	Pompianski	1	Cuir	3408	
13	34448	Varsovie		Boulakow	Broida	1	Papiers	326	
18	34108			Kleinermann	Rokeich	1	March. manufacturées	300	
						1		339	

### HOTEL VICTORIA

29, Grande rue des Ecuries, 29.

### DINER

du vendredi 23 mars  
de 3 à 7 heures.

### MENU

Onka de Sterlé (Koulibiaké).  
Selle de mouton à l'Anglaise.  
Suprême de volaille aux truffes.  
Haricots verts nouveaux.  
Ortolans rôtis (Salade).  
Padding Nesselrode.  
Dîners maigres pendant tout  
le Carême.  
L'hôtel se charge des dî-  
ners et soupers en ville.

### CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.  
Aujourd'hui, vendredi 23 mars.

### GRANDE REPRÉSENTATION

AU BÉNÉFICE  
de la famille Picchiani et pour la dernière fois:  
Steeple-chase ou la chasse aux cerfs.

On commencera à 7 heures 1/2.  
Prix des places comme à l'ordinaire.  
Domaine samedi 24 mars, Relache.  
Dimanche représentation des clowns.  
Incassablement début de l'Africaine Miss Sara.  
Après son retour d'Espagne.